



François Hollande obtient la **majorité absolue** au second tour des législatives françaises *Page B 1*

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CIII N° 136

LE DEVOIR, LE LUNDI 18 JUIN 2012

1,09 \$ + TAXES = 1,25 \$

Lobbyisme : le Trésor va plus loin que la loi

Un document recommande aux titulaires de charges publiques de s'assurer que les lobbyistes sont inscrits au registre

KATHLEEN LÉVESQUE

Le Conseil du trésor recommande à tous les titulaires de charges publiques de prendre les devants pour s'assurer que les personnes qui cherchent à les influencer respectent leurs obligations en étant inscrites au Registre des lobbyistes. Dans les faits, il s'agit d'un terrain glissant sur lequel on s'aventure très peu, a constaté *Le Devoir*.

La suggestion du Trésor va plus loin que ce que prévoit actuellement la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme. À cet égard, il rejoint le commissaire au lobbyisme, François Casgrain, qui en appelle depuis quelques semaines à la responsabilité des élus et administrateurs publics pour qu'ils bloquent les élans de ceux qui font du lobbyisme sans se dévoiler. C'est notamment le cas des firmes de génie-conseil qui résistent toujours à se déclarer comme lobbyistes.

Un « coffre à outils »

C'est en novembre dernier que le Conseil du trésor a transmis un recueil de bonnes pratiques intitulé *Coffre à outils pour protéger l'intégrité des contrats publics* à l'ensemble des fonctionnaires, des employés des organismes gouvernementaux et du personnel des cabinets politiques. L'objectif de ce document de 127 pages est d'assurer une gestion contractuelle responsable et ainsi « contribuer à la réputation d'honnêteté des organismes publics », écrit-on.

Le lobbyisme y est abordé. Le Trésor estime que les titulaires de charges publiques, « à titre de gardiens des processus de décisions de nature publique », sont responsables de contrôler si les lobbyistes qu'ils rencontrent sont inscrits au registre. Vérifications faites auprès de différents ministères et cabinets politiques, le « Coffre à outils » est pris au sérieux dans son en-

VOIR PAGE A 8 : LOBBYISME

AUJOURD'HUI



Culture › Bilan des 24^{es} Franco-Folies de Montréal. Nos critiques partagent les hauts et les bas de leur festival. *Page B 8*

Plan Nord › Jean Charest est sévèrement critiqué à Rio. L'Initiative boréale affirme que le développement économique prime sur la consultation populaire et la protection du territoire. *Page A 3*

Euro 2012 › L'Allemagne et le Portugal passent en quarts de finale. Les Pays-Bas et le Danemark sont éliminés. *Page B 4*



Avis légaux..... B 6
Décès..... B 2
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 6
Petites annonces..... B 2
Sudoku..... B 3

LA GRÈCE CHOISIT L'EURO



Des partisans du parti Aube dorée célèbrent les résultats des élections dans leur quartier général d'Athènes. Avec 7% des suffrages, les néonazis font leur entrée au Parlement grec.

La droite l'emporte de justesse

Antonis Samaras est élu, mais la Grèce est divisée entre partisans et opposants aux mesures d'austérité

CHRISTIAN RIOUX
à Athènes

Les mises en garde des dirigeants de l'Union européenne menaçant la Grèce d'une sortie de l'euro auront peut-être permis à Nouvelle Démocratie, le parti de droite d'Antonis Samaras, de l'emporter de justesse. Mais rarement la Grèce aura-t-elle été aussi divisée entre partisans d'une renégociation des mesures d'austérité et ceux qui exigent leur mise au rancart.

Les conservateurs de Nouvelle Démocratie sont arrivés hier en tête de ces secondes élections législatives en moins de six semaines. Le Parti d'Antonis Samaras l'emporte avec 30% des voix alors que le parti de la gauche radicale Syriza les talonne avec 27%. Le Parti socialiste (Pasok) n'obtient que 12% du suffrage alors que les néonazis d'Aube dorée célébraient hier leur entrée au Parlement avec 7% du vote.

Contrairement au précédent scrutin, celui-ci devrait donc permettre de former facilement une coalition majoritaire. Nouvelle Démocratie, qui

obtient une prime de 50 sièges pour être arrivée en tête, est créditée de 129 députés. Ce parti qui a signé les deux trains de mesures de rigueur destinés à maintenir la Grèce dans l'euro ne devrait pas avoir de difficulté à s'entendre avec son ancien partenaire du Pasok, lui aussi signataire des mémorandums, pour atteindre les 151 députés qui assurent la majorité au parlement grec.

Les Grecs ont voté pour l'euro, a déclaré Antonis Samaras qui s'est aussi dit « soulagé pour la Grèce et pour l'Europe ». Le futur premier ministre a appelé toutes les forces politiques qui veulent maintenir le pays dans l'euro à participer « à un gouvernement d'union nationale. Le pays n'a pas une minute à perdre ». À la télévision, le porte-parole du parti, Panos Skourletis, a cependant reconnu que l'axe du pays s'était « déplacé vers la gauche » et

Lire aussi › Le château grec. L'éditorial de Serge Truffaut. *Page A 6*

VOIR PAGE A 8 : GRÈCE

SONDAGE LÉGER MARKETING-LE DEVOIR

Mulcair écrase ses rivaux

Plus d'un Québécois sur deux appuie le NPD

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

La lune de miel du Québec et du NPD commence finalement à ressembler à un mariage heureux. Plus d'un an après l'élection qui a conduit 59 députés néodémocrates à Ottawa, les Québécois sont plus que jamais derrière le parti dirigé par Thomas Mulcair, et ce dernier écrase littéralement la concurrence.

C'est du jamais vu pour le NPD, et du « rarement vu » au Québec même dans les années où le Bloc québécois dominait le paysage politique : 52% des Québécois auraient ainsi voté pour le NPD si des élections avaient eu lieu la semaine dernière, révèle un sondage Léger Marketing préparé pour *Le Devoir*. Les néodémocrates ne laissent que des miettes à leurs adversaires : 18% pour le Bloc québécois — un creux historique —, 14% pour les conservateurs et 13% pour les libéraux.

La domination du NPD est totale et se décline dans chaque sous-catégorie. Ainsi, 54% des francophones et 45% des non-francophones encouragent les néodémocrates, une donnée qui laisse présager qu'une vague orange encore plus forte que celle de mai 2011 aurait déferlé si des élections avaient eu lieu la semaine dernière. Tous les groupes d'âge adhèrent au NPD. Au final, seule la région de Québec paraît moins enthousiaste, alors qu'elle appuie le NPD à 40%, contre 29% pour les conservateurs.

Record amélioré

Avec 52% d'appuis au Québec, le NPD améliore de cinq points son précédent record, établi en avril — soit quelques semaines après l'élection de Thomas Mulcair comme successeur de Jack Layton. Par rapport aux élections de l'an dernier, le parti engrange près de 10 points supplémentaires. Il a surtout complètement renversé la tendance à la baisse observée pendant la course au leadership, alors que le Bloc québécois avait pratiquement rattrapé le NPD dans les intentions de vote. En janvier, Léger créditait le NPD de 28% des intentions de vote, contre 27% pour le Bloc, 22% pour les libéraux et 15% pour les conservateurs.

« C'est assez incroyable comme résultat, analyse Christian Bourque, vice-président chez Léger Marketing. Le Bloc a déjà franchi la barre du 50% à quelques moments très précis de son histoire [notamment dans la foulée du scandale des commandes en 2004], mais ça a été quand même rare. »

VOIR PAGE A 8 : MULCAIR



Thomas Mulcair

POINT CHAUD

Dans les coulisses du nouveau Jeunet

Actrice doublée d'une coach d'enfants acteurs, Louise Laparé prépare la jeune vedette de *The Young and Prodigious Spivet*, tourné à Montréal

FRANÇOIS LÉVESQUE

Montréal accueille dès aujourd'hui le tournage du nouveau long-métrage de Jean-Pierre Jeunet, le cinéaste français derrière le succès planétaire *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain*. Actrice québécoise connue pour son travail au cinéma et à la télévision, Louise Laparé est au générique de *The Young and Prodigious Spivet*, le récit initiatique, et très fantaisiste, d'un enfant surdoué. Quel rôle la comédienne y tient-elle? Un rôle essentiel, mais un rôle de l'ombre: celui de « coach de jeu » du jeune Kyle Catlett, le garçon sur les épaules de qui re-



Louise Laparé: « Le soir de la première, je veux que les jeunes puissent se dire "J'ai tout donné". Je veux qu'ils soient fiers d'eux. De les voir prendre leur envol, ça me donne des ailes. »

VOIR PAGE A 8 : LAPARÉ

ACTUALITÉS



BRIAN PETERSON ASSOCIATED PRESS

Chaque année, les divers refuges municipaux recueillent quelque 22 000 animaux domestiques abandonnés.

Montréal veut responsabiliser les propriétaires d'animaux

La Ville lance une campagne encourageant l'enregistrement et la stérilisation

STÉPHANE BAILLARGEON

Montréal lance une campagne de sensibilisation pour encourager l'enregistrement et la stérilisation des animaux de compagnie. Le projet s'échelonne sur plusieurs mois tout en s'arrimant à un plus vaste plan de refonte de la «gestion animalière» de la Ville.

La période estivale justifierait cette initiative. Certains propriétaires d'animaux domestiques ont la fâcheuse habitude de les abandonner au moment des déménagements du 1^{er} juillet ou des vacances. Chaque année, les divers refuges municipaux recueillent quelque 22 000 animaux abandonnés. Plus de 15 000 sont euthanasiés. Le Québec présente un des pires bilans canadiens en cette matière.

La campagne de sensibilisation de la Ville fait appel à la responsabilisation des citoyens. Elle propose «des gestes simples et accessibles à faible coût». Elle encourage par exemple l'achat d'une médaille vendue entre 15 et 30\$ par les arrondissements. La petite pièce facilite l'identification du propriétaire d'un animal égaré.

La campagne publicitaire de la ville veut aussi encourager la stérilisation des chats et le recours privilégié aux banques des refuges pour l'acquisition d'un nouvel animal de compagnie. Ces mesures limiteraient le recours à l'euthanasie.

Environ 1650 affiches de sensibilisation seront distribuées dans les parcs canins et les cliniques vétérinaires. Des publicités paraîtront dans certains journaux, des hebdomadaires, des sites Web. Ces mesures s'étendront jusqu'à l'automne. La Ville va alors soutenir des projets-pilotes de stérilisation des chats domestiques, tou-

jours pour diminuer le nombre d'animaux errants.

«Cette campagne pour le grand public s'inscrit dans le cadre des actions que nous avons annoncées au mois de décembre 2011, lorsque la Ville a dévoilé son intention de revoir l'ensemble de sa gestion animalière», explique au Devoir Richard Deschamps, vice-président du comité exécutif, responsable des services aux citoyens et de la campagne dévoilée hier. Il fallait commencer par lancer notre campagne en profitant de ce temps de l'année plus difficile pour les animaux. Ce n'est qu'un début. En parallèle, nous travaillons à développer l'harmonisation de la réglementation municipale ainsi qu'un centre intégré de gestion.»

Cela dit, le vice-président ne veut pas trop appuyer sur les liens entre cette réforme et les révélations de l'année dernière concernant les mauvais traitements infligés aux animaux dans le refuge de la Berger Blanc, une entreprise sous contrat avec des arrondissements. Pourtant, en décembre, après la diffusion de reportages incriminants à la télévision de Radio-Canada, Montréal annonçait son intention d'ouvrir son propre centre de services animaliers et de rendre à terme obligatoires l'enregistrement et la stérilisation des chiens, des chats et des autres petites bêtes.

«C'est évident que nous ne sommes pas restés insensibles, mais je ne veux pas que ce soit juste perçu comme une réaction, dit M. Deschamps. Nous avons mis sur pied un comité d'experts. Avec eux, nous avons examiné l'ensemble des gestes à poser. Nous les avons annoncés au mois de décembre et nous commençons à les mettre en place.»

Le Devoir

Air Canada : un arbitre fédéral tranche en faveur du transporteur

Les machinistes et les travailleurs au sol se voient imposer une nouvelle convention

Le conflit qui opposait depuis plus d'un an Air Canada à ses mécaniciens et travailleurs au sol a pris fin hier, alors qu'un arbitre fédéral a tranché en faveur du plus important transporteur aérien au pays et a choisi l'offre finale de la compagnie afin d'établir une convention collective.

La nouvelle entente, d'une durée de cinq ans, met un terme à 14 mois de négociations entre le transporteur montréalais et l'Association internationale des machinistes et

des travailleurs et travailleuses de l'aérospatiale (AIMTA).

Un seul des principaux syndicats représentant les travailleurs d'Air Canada demeure sans convention collective. Les quelque 3000 pilotes de la société aérienne tentent encore de régler leur conflit, sous la supervision d'un arbitre fédéral.

La menace d'un lockout des pilotes et un avis de grève des machinistes ont incité le gouvernement de Stephen Harper à intervenir avec des lois de retour au travail dans le cadre de chacun des conflits.

Hier, l'arbitre Michel Picher a appuyé l'offre finale de l'employeur, soit une convention collective de cinq ans qui maintient le régime de retraite à prestations déterminées des employés actuels, mais qui prévoit des changements pour les nouveaux employés. Un nouveau régime de retraite interentreprises établi par l'AIMTA entrera en vigueur pour les employés embauchés dès aujourd'hui.

L'entente sera en vigueur jusqu'au 31 mars 2016. «Le choix de l'arbitre, qui s'est porté sur l'offre finale d'Air Canada,

conduit à la conclusion d'une nouvelle convention collective avec l'AIMTA après 14 mois de négociation et de médiation», a affirmé le transporteur dans un communiqué. «Air Canada ne formulera aucun autre commentaire étant donné que les détails de la nouvelle convention collective sont en train d'être communiqués aux employés», a ajouté la compagnie.

L'AIMTA représente 8600 mécaniciens, bagagistes et agents de fret d'Air Canada.

La Presse canadienne

LES HÉROS À DEUX ROUES



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Les participants au 4^e Grand Défi Pierre Lavoie ont été accueillis en héros hier au Stade olympique de Montréal par des milliers de jeunes. Les équipes cyclistes ont parcouru plus de 1100 kilomètres pendant trois jours pour encourager les jeunes à adopter de saines habitudes de vie.

Le mystère persiste autour du décès de deux sœurs québécoises en Thaïlande

Les jeunes femmes du Bas-Saint-Laurent pourraient être décédées d'un empoisonnement

Bangkok — C'est une femme de ménage qui a trouvé les deux sœurs québécoises mortes dans leur chambre d'hôtel d'une populaire destination touristique du sud de la Thaïlande, a confirmé hier la police, précisant que les deux jeunes femmes ne semblaient pas avoir été assassinées et que leurs effets personnels n'avaient pas été volés.

La police tente de déterminer la cause de la mort de Noémi Bélanger, qui était âgée de 26 ans, et d'Audrey Bélanger, 20 ans, toutes deux de Pohénégamouk, dans le Bas-Saint-Laurent, trouvées sans vie vendredi dans une chambre de l'hôtel Phi Phi Palm Residence de l'île Phi Phi, a affirmé le lieutenant-colonel Jongrak Pimthong. «La po-

lice a déterminé qu'elles étaient mortes depuis environ 24 heures, et elle n'a trouvé que beaucoup de vomis dans la chambre», a-t-il dit.

Les vomissements et des traces de sang sur les visages des deux femmes pourraient être des signes de réactions toxiques, a indiqué la police. «Il n'y avait aucun signe de lutte, ni de vol, mais nous avons trouvé pas mal de médicaments en vente libre, dont de l'ibuprofène, qui peut causer de sérieux problèmes d'estomac», a déclaré le policier lors d'un entretien téléphonique accordé à l'agence Associated Press, après que des enquêteurs eurent passé au peigne fin la chambre d'hôtel hier.

M. Jongrak a reconnu que la police n'était pas encore en mesure de préciser la cause des dé-

cès, ajoutant que l'élément-clé constituerait l'analyse du contenu des estomacs des femmes. Il a aussi affirmé que des responsables de l'ambassade du Canada à Bangkok s'étaient rendus à l'hôtel hier. Les corps devaient être examinés à l'institut médico-légal de Bangkok.

Un porte-parole du ministère canadien des Affaires étrangères, John Babcock, a confirmé que deux ressortissants canadiens avaient perdu la vie, mais n'a pas donné davantage de détails.

Sur la page Facebook de la jeune Noémi, des messages envoyés il y a moins d'un mois pour lui souhaiter de faire un bon voyage ont commencé à faire place aux condoléances, samedi. «Bon voyage à ta sœur et

toi! Quel beau trip! Enjoy...savourez...xxxx», a écrit une amie le 17 mai dernier. «Bon voyage Noémi je te souhaite plein de beaux moments avec ta sœur et surtout faites attention à vous. xxx», a lancé une autre.

Mais samedi, le ton avait changé. «Grand-père, prends-en soin sup! Je vous aime les cousines!! xxxxx», lit-on un peu plus haut sur la page Facebook.

En mai 2009, une Américaine de 27 ans et une Norvégienne de 22 ans sont mortes dans des circonstances similaires, alors qu'elles se trouvaient dans des chambres adjacentes, dans un autre hôtel de la même île. La cause des décès n'a jamais été déterminée.

La Presse canadienne

Jean Charest se lance dans une publicité télévisée

Le Parti libéral du Québec mettra en ondes, dès aujourd'hui, une publicité télé-

visée qui sera diffusée au cours des trois prochaines journées. L'annonce en a été faite en milieu de soirée, hier, dans un bref communiqué de presse. Dans un message d'une minute, le premier ministre du Québec, Jean Charest, s'adressera di-

rectement aux Québécois, sans artifice, musique ou montage, précise le communiqué. M. Charest y rappellera «l'importance des convictions, du leadership et du courage politique, particulièrement en cette période de turbulence». S'il faut parfois

prendre des décisions difficiles, quelquefois impopulaires, celles-ci sont toujours fondées sur la responsabilité que nous devons assumer envers les prochaines générations, laisse aussi entendre M. Charest. — La Presse canadienne

Loto Québec		Résultats des tirages du : 2012-06-16	
649	01 08 19 26 37 44	16 compl.	Extra 6246353
Prochain gros lot (approx.) : 17 000 000 \$			
649	04 16 21 22 31 37*	06 11 12 31 42 44*	Extra 5456818
LOTS BONIS * CAGNOTTE PARTAGEABLE 100 000 \$			
Loto MAX		Résultats des tirages du : 2012-06-15	
08 11 20 28 36 43 47	18 compl.	Extra 5456818	
NAXMILLIONS 6 lots de 1 million \$			
SELECTIONS NON DÉCOMPOSABLES			
02 12 13 19 27 30 31	14 17 21 31 32 33 43		
05 06 09 16 25 27 39	05 20 21 25 26 30 33		
04 11 14 22 37 39 44	08 10 12 13 25 27 31		
Prochain gros lot : 50 000 000 \$ + NAXMILLIONS 20 lots de 1 million \$ (approx.)			
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.			

ACTUALITÉS

Le cas Trudeau



CHANTAL HÉBERT

Depuis que Bob Rae s'est désisté de la course à la succession du Parti libéral du Canada, il n'est question que de la candidature de Justin Trudeau au poste qu'a si longtemps occupé son père. Même Jean Chrétien a mis son grain de sel dans la discussion. Dans une entrevue accordée à la CBC samedi, l'ancien premier ministre a affirmé que « d'une certaine façon, Justin Trudeau avait fait ses preuves ».

Selon lui, le député de Papineau a démontré qu'il avait du cœur au ventre en briguant un siège fédéral dans une circonscription bloquiste. Par la même occasion, M. Chrétien notait qu'aux dernières élections, Justin Trudeau avait augmenté sa majorité envers et contre la vague orange qui a déferlé sur le Québec.

Dans l'état actuel du PLC, le fait d'avoir survécu au scrutin de 2011 est en effet un exploit dont d'autres aspirants possibles comme Martin Cauchon, Gerard Kennedy ou Martha Hall Findlay ne peuvent se vanter.

Ce ne sont pas non plus tous les députés du 41^e Parlement qui ont prouvé qu'ils étaient capables de se faire élire ailleurs qu'en territoire acquis de longue date au PLC. Ainsi, c'est après s'être cassé la figure dans Vaudreuil-Soulanges que l'ancien astronaute Marc Garneau s'est replié dans la forteresse libérale de Westmount - Ville-Marie.

Cela n'empêche pas bien des vétérans libéraux de faire valoir — avec raison — que si Justin Trudeau s'appelait Justin Tremblay, il ne serait pas considéré comme le meneur appréhendé d'une course à laquelle il ne s'est pas encore inscrit. Mais même avec un autre nom de famille, il aurait sa place — ne serait-ce que comme le porteur le plus en vue du flambeau d'une nouvelle génération libérale — aux côtés de candidats comme Dominic LeBlanc ou Marc Garneau ou encore du ministre québécois Jean-Marc Fournier.

L'ambivalence de certains libéraux à l'égard de la candidature de Justin Trudeau est partagée par des stratèges conservateurs

Inspirés par l'exemple du succès actuel de Thomas Mulcair, certains stratèges du PLC en sont à penser que la voie du salut passe par les banquettes ministérielles de plus en plus dégarnies de Jean Charest.

Sans aller jusque-là, le fait est que si le retour des libéraux fédéraux dans les ligues majeures doit passer par une meilleure prestation au Québec en 2015, le choix d'un chef québécois serait sans doute plus judicieux. La difficulté que Bob Rae aurait eue à tirer son épingle du jeu contre Thomas Mulcair au Québec a joué dans sa décision de renoncer à prendre en permanence la direction du PLC.

Ce n'est pas faire preuve de mépris à l'égard des aspirants possibles à la succession de l'extérieur du Québec que de constater qu'aucun — y compris Justin Trudeau — n'arrive actuellement à la cheville du chef intérimaire en matière de performance parlementaire ou d'expérience politique. Dans une lutte contre un chef libéral plus ou moins à l'aise au Québec, le leader du NPD partirait avec une grosse longueur d'avance.

L'ambivalence de certains libéraux à l'égard de la candidature de Justin Trudeau est partagée par des stratèges conservateurs, mais pour des raisons différentes. Dans la mesure où elle serait plus susceptible de diviser le vote d'opposition au détriment du NPD, la présence d'un chef-vedette à la tête des libéraux pourrait être une condition gagnante de la réélection d'un gouvernement majoritaire conservateur en 2015.

Pour autant, certains conservateurs craignent l'effet Trudeau sur les communautés culturelles du sud de l'Ontario ou encore dans des circonscriptions comme Saint-Boniface ou Prescott-Russell où le vote francophone a un poids certain dans la balance du résultat. Ces clientèles conservatrices récentes qui pourraient être fragilisées par le retour d'un Trudeau à la barre libérale.

Ce n'est pas toujours pour dire du bien du député de Papineau qu'on en parle autant, mais le fait est qu'on en parle, ce qui n'est pas tellement le cas des autres aspirants à la direction du parti dont les noms circulent actuellement.

Même si plusieurs libéraux jurent que l'arrivée de M. Trudeau dans la course n'aurait pas pour effet de la transformer en couronnement, le fait est qu'il faudrait qu'il trébuche à répétition pour rendre la lutte moins inégale.

En prévision de la succession, les libéraux ont élargi le bassin de ceux qui vont avoir voix au chapitre du choix de leur prochain chef pour inclure quiconque se considère comme un « sympathisant » du parti. Seulement sur son fil Twitter, Justin Trudeau, avec plus de 135 000 abonnés, est suivi par davantage de gens que ce que le NPD compte de membres à l'échelle du Canada. Ce ne sont pas tous des sympathisants, bien sûr, mais par comparaison au grand bassin dans lequel il pourrait aller puiser des appuis, ses adversaires appréhendés jouent dans une pataugouse.

Je vous quitte jusqu'en septembre... à moins que le premier ministre Jean Charest n'en décide autrement. Bon été.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

chebert@thestar.ca

Plan Nord: Charest sévèrement critiqué à Rio

Le développement économique prime sur la consultation populaire et la protection des territoires, dénonce l'Initiative boréale canadienne

PATRICE BERGERON

Rio de Janeiro — Le premier ministre du Québec, Jean Charest, a été sévèrement critiqué, hier soir, sur la scène internationale, pour son Plan Nord.

Invité à présenter son projet de développement nordique à Rio de Janeiro en marge de la Conférence des Nations unies sur le développement durable, il a été interpellé par la présidente de l'Initiative boréale canadienne.

Suzann Méthot a pris la parole à la suite du premier ministre devant un parterre d'une bonne centaine de personnes, dont plusieurs arboraient le carré rouge de la contestation étudiante. Elle a affirmé qu'il y a un « rattrapage à faire », car le travail de protection des territoires et de consultation des populations ne va pas aussi rapidement que le développement économique.

Dans une période de questions qui a suivi les échanges, M. Charest a reconnu qu'il y aura toujours « un inventaire de défis et de difficultés, mais qu'il ne faut pas interpréter ces défis comme la seule partie de l'équation ».

Un peu plus tôt en journée, M. Charest avait laissé entendre que le gouvernement Harper devrait prendre exemple sur l'un de ses prédécesseurs conservateurs, Brian Mulroney, dans le domaine de l'environnement. Jean Charest était ministre de l'Environnement sous Brian



Le premier ministre Jean Charest

Mulroney et chef de la délégation canadienne en 1992 au moment de la première Conférence de Rio, où le Canada avait joué un « rôle de leader », selon lui.

En point de presse, hier après-midi, sur le toit d'un chic hôtel de Rio face à la mer, Jean Charest a rappelé que le Canada avait alors choisi de ne pas s'aligner sur les États-Unis, mais de donner l'exemple. Or, M. Charest reproche aujourd'hui au gouvernement Harper de s'aligner sur le gouvernement américain en matière de réduction des gaz à effet de serre.

« Nous [le fédéral et le Québec] ne sommes pas du tout du même avis [sur la question des GES], a répété M. Charest. Le fédéral a pris une position selon laquelle il devait suivre le lead américain. J'étais ici il y a 20 ans et c'était exactement le contraire. Le gouvernement Mulroney avait une position selon laquelle le Canada devait être leader si on voulait que l'Europe et les Américains bougent. Il fallait que nous, nous fassions la démonstration, que nous étions prêts à poser des gestes. »

Il a rappelé qu'à l'époque, le Canada avait appris de la crise des pluies acides, où il avait mené une « bataille en règle contre Washington », pour la réduction des émissions de dioxyde de soufre et c'est ce qui avait incité Ottawa à poursuivre sur sa lancée.

M. Charest s'est dit fier d'avoir été le ministre de l'Environnement d'un des premiers ministres les plus verts que le Canada a eus.

Selon lui, le Canada « n'est pas au bon endroit » actuellement sur la question de la réduction des GES. Il souhaite que le Canada fasse davantage le lien entre l'économie et l'environnement.

Le premier ministre québécois est à Rio en vue de la Conférence des Nations unies sur le développement durable et la biodiversité, le Rio + 20, qui aura lieu de mercredi à vendredi.

La Presse canadienne



Les associations étudiantes promettent de poursuivre leurs actions et de faire sentir leur présence d'ici l'automne.

CONGRÈS ÉTUDIANTS

Des actions estivales à prévoir

GENEVIÈVE TREMBLAY

Au moment où courent de persistantes rumeurs d'élections automnales, les étudiants ravivent leur contestation du gouvernement libéral dans l'espoir de rallier davantage la population durant l'été. Réunies en congrès en fin de semaine, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) ont convenu des nouvelles stratégies à prendre d'ici à l'automne.

« Tout le monde est reparti gonflé à bloc, en se disant que la campagne se [poursuit], qu'on [va] se réinventer encore une fois, trouver une façon encore plus originale de faire valoir notre point et aussi de préparer tranquillement, mais sûrement la campagne électorale », a indiqué au Devoir la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins.

Dans le cas d'un scrutin général, la fédération a un plan aux « cibles bien précises », qui serait appliqué au cours des cinq semaines de campagne précédant le vote. « On va s'assurer de respecter la réglementation, mais ça ne va pas nous empêcher de faire valoir nos idées, d'analyser les discours des partis, par exemple, ou de faire un journal d'information. Je pense qu'on est capables d'être très créatifs pour rappeler à la population le bilan catastrophique des libéraux, non seulement en matière de jeunesse, mais également en environnement ou en développement économique », a soutenu Martine Desjardins.

Malgré les conclusions du récent sondage Léger Marketing-Le Devoir, qui indique que 56% de la population se range derrière la position du gouvernement dans le conflit étudiant, Martine Desjardins estime que « les gens sont beaucoup plus nuancés », mais que le sens de la question influence la réponse. « Des gens qui ne se disent pas nécessairement pour un gel, mais plutôt en faveur d'une légère hausse, vont plus pencher du côté du gouvernement », a-t-elle illustré.

Les négociations étant au point mort et les cours suspendus jusqu'à l'automne, les élections sont considérées par 49%

L'issue du conflit étant incertaine, le scénario d'une poursuite de la grève à l'automne est envisagé

de la population, selon le sondage, comme l'unique porte de sortie au conflit. Une opinion que partage à moitié Martine Desjardins. « Le gouvernement nous dit que la porte est ouverte, mais personne n'est assis dans la pièce. De nouvelles négociations vont donc être difficiles. S'il y a des élections, on va rappeler que le gouvernement fait de la petite politique sur le dos des jeunes et amplifie la crise. »

Pour l'instant, les étudiants raffinent leurs stratégies pour se faire voir, et peut-être mieux comprendre, durant l'été. La FEUQ a établi un calendrier de mobilisation régionale, qui s'adapte aux réalités

des régions — car c'est « là où le bât blesse », où « le message a peut-être été moins livré ». Les étudiants comptent profiter des multiples festivals et événements familiaux pour expliquer les tenants du conflit aux citoyens. La population offrirait déjà un « accueil chaleureux » aux étudiants qui portent et distribuent le carré rouge, soutient la présidente.

L'issue de la contestation en Cour supérieure de la loi 78 va toutefois influencer le processus, concède Martine Desjardins, « puisque le fait de se voir donner des amendes très salées va influencer le choix des actions qu'on va entreprendre ».

De son côté, la CLASSE prépare une série de conférences qui se tiendront aussi dans les régions du Québec, afin de promouvoir l'idée d'une grève sociale et de rassembler les travailleurs, étudiants et autres organismes communautaires. La coalition souhaite « sortir de Montréal et du milieu scolaire ».

L'issue du conflit étant encore incertaine, le scénario d'une poursuite de la grève à l'automne est envisagé, « d'autant plus qu'on voit que les calendriers sont très chaotiques dans certains cas, que des cours se chevauchent », affirme Martine Desjardins. De tels calendriers sont selon elle un indice que les administrations universitaires prévoyaient déjà la prolongation de la grève.

Avec La Presse canadienne Le Devoir

Le SCRS aurait fait détruire les dossiers secrets de politiciens

JIM BRONSKILL
à Ottawa

Certains dossiers de la Gendarmerie royale du Canada — dont des documents étoffés sur l'ancien premier ministre québécois René Lévesque et les anciens chefs du Nouveau Parti démocratique (NPD) David Lewis et Tommy Douglas — se sont retrouvés à Bibliothèque et Archives Canada.

D'autres ont été détruits, révèlent des documents obtenus par La Presse canadienne en vertu des dispositions de la Loi sur l'accès à l'information.

Le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), créé en 1984, s'est penché sur le destin des informations ultra-sécrites autrefois détenues par le Service de sécurité de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), démantelé après une série de scandales.

Dans le but de découvrir des individus subversifs, les espions de la GRC ont surveillé une vaste gamme d'individus et d'organisations, allant des professeurs et des membres du clergé à des groupes en faveur de la paix et des environnementalistes. En 1988, James Kelleher, alors ministre fédéral responsable du SCRS, a demandé au service de renseignement de trier les dossiers restants.

Des 495 340 dossiers examinés, 438 218 d'entre eux, soit plus de 88%, ont été détruits. Des documents sauvés de la déchiqueteuse, 28 820 ont été archivés et 28 302 conservés. Parmi ces derniers se trouvaient 668 dossiers du « Programme VIP » concernant des politiciens et des fonctionnaires des trois niveaux de gouvernement, a révélé un auteur dans un livre paru en 2002.

La majorité des noms des dossiers demeurent secrets. Les dossiers de sécurité sur certains individus sont accessibles auprès de Bibliothèque et Archives Canada seulement vingt ans après la mort de la personne concernée, et tenter de les trouver relève en partie de la devinette et du coup de chance, puisque plusieurs ont été détruits.

Selon des rapports récemment rendus publics, les dossiers concernant les anciens premiers ministres John Diefenbaker et Lester B. Pearson ont été évalués par le SCRS en 1988.

M. Diefenbaker, un combattif politicien, a mené le Parti progressiste-conservateur au pouvoir en 1957. Quant à M. Pearson, après avoir fait sa marque à titre de ministre des Affaires étrangères, il a battu M. Diefenbaker et formé un gouvernement libéral minoritaire en 1963. « Les dossiers sur MM. Pearson et Diefenbaker ont été montés par le Service de sécurité de la GRC, sans doute au plus fort de la guerre froide », a déclaré une porte-parole du SCRS Tahera Mufti dans une réponse écrite à diverses questions.

« Il s'agissait d'une époque, comme l'indiquent certains historiens, où la communauté sécuritaire voyait des menaces [...] qui pourraient nous sembler exagérées aujourd'hui. »

M^{me} Mufti a indiqué que c'était en partie à cause d'un tel comportement que le gouvernement fédéral a décidé de séparer le renseignement des autorités policières, menant à la création du SCRS, une agence civile.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

TABLE RONDE DE L'INSTITUT DU NOUVEAU MONDE

Pourquoi le conflit étudiant perdure-t-il ?

Ce fut d'abord un mouvement timide, puis de masse, porté par les étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité. À grands coups sur les casseroles, la rue leur a fait écho, dans de grandes manifestations ou des rassemblements impromptus. Mais d'où vient tout ce tintamarre et comment a-t-il pu perdurer et ainsi défer toutes les prédictions, à commencer par celles des étudiants eux-mêmes, qui ne croyaient pas que leur appel à la mobilisation aurait le souffle si long ?

L'Institut du Nouveau Monde (INM) a fait un premier pas en arrière, afin d'avoir une meilleure vue d'ensemble pour comprendre les différentes facettes du conflit qui oppose les étudiants — et désormais une bonne partie de la société civile — au gouvernement. « Que peut bien cacher le conflit étudiant pour durer si longtemps ? » La question a été posée à cinq panelistes mercredi dernier à l'occasion d'une table ronde animée par le directeur général de l'INM, Michel Venne. Voici l'analyse, en condensé, de Marco Ancelovici, Diane Lamoureux et Pierre-André Bouchard-St-Amant. Dernier d'une série de deux textes entamée samedi.

Marcos Ancelovici, sociologue, Université McGill

C'est une question difficile parce que ce n'est pas fini, ça dure encore, il y a des développements tous les jours. Il y a aussi un risque de téléologie, où on explique les événements passés en fonction de ce qui se passe aujourd'hui et, comme ça, on « distord » le passé. C'est un peu comme si on expliquait ce que les gens pensaient au début du mouvement en fonction de ce qu'ils disent aujourd'hui, et ça aussi ça évolue.

Je crois que l'une des raisons pour lesquelles ça dure si longtemps, c'est qu'il n'y a pas de relais politique; les gens n'ont pas vraiment l'impression qu'il y a un parti qui peut porter les revendications dans lesquelles ils se reconnaissent. Il y a aussi un rejet des syndicats, comme des formes bureaucratiques sclérosées qui n'apportent plus rien, qui font partie du problème plus que de la solution. On peut penser évidemment à l'usure du gouvernement Charest, c'est évident. On peut penser à une réaction viscérale à la fameuse révolution culturelle de Bachand, pour faire accepter et naturaliser l'idée de l'utilisateur-payeur.

Tout le mouvement, c'est peut-être la première grosse vague de mobilisation au Québec qui n'est pas définie exclusivement en fonction de la question nationale. La dernière fois où il y a eu autant d'effervescence collective au Québec, c'est en 1995 avec le référendum. Donc il y a tout ce contexte; c'est tentant de dire que c'est pour ça que ça dure si longtemps, parce qu'il y a tellement de choses qui se passent, tellement de facteurs. Mais, souvent, en sociologie des mouvements sociaux, on

va dire que les contextes structurels n'expliquent pas grand-chose. Ce ne sont que des contextes, pas des causes. Je pense que pour comprendre la durée, il faut se plonger dans la mobilisation comme phénomène social, comme phénomène sociologique.

La loi 78 va se concrétiser, et ce ne sera pas facile en août. On est vraiment dans un cycle de protestation, où les mouvements se nourrissent les uns les autres. Le mouvement étudiant s'est nourri du mouvement Occupy, du mouvement écologiste autour de l'opposition à l'exploitation du gaz de schiste, et les mouvements plus radicaux anti-capitalistes se sont aussi nourris du mouvement étudiant, qui lui-même s'est nourri de mouvements plus radicaux. Les tactiques et les modes d'action se diffusent, les gens participent à plusieurs événements en même temps, ça alimente énormément la mobilisation, et c'est une très bonne chose pour le Québec et la démocratie. Quand on dit qu'il faut trouver une solution à ce problème, il faut une solution à la question du financement des universités, au problème de la corruption et au problème de déficit démocratique. Mais le mouvement comme tel, il n'y a pas de solution, car ce n'est pas un problème, c'est une très bonne chose pour la démocratie, une très bonne chose pour le Québec.

Diane Lamoureux, professeure en science politique, Université Laval

Personne ne l'avait vu venir et personne n'avait vu venir que cela durerait aussi longtemps. Il y a plusieurs facteurs qui expliquent que ça dure. C'est un malaise social généralisé qui trouve là une occasion de s'exprimer. Il y a aussi une volonté de faire de la société un projet autre que le néolibéralisme — sans savoir en quoi consiste le projet —, une occasion de s'exprimer, un rejet de l'indifférence et du mépris d'un gouvernement corrompu, et une volonté de participation politique qui dépasse la politique représentative. Je pense qu'il y a un malaise social qui existe au moins depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Charest. On a rarement vu ça. Il y a plusieurs groupes d'étudiants, ministres, écologistes, qui se sont regroupés dans un réseau de vigilance: ils s'opposaient à une cure de minceur néolibérale, à une transformation de l'État.

[Le conflit étudiant] exprime une volonté de faire so-



« La loi 78 va se concrétiser, et ce ne sera pas facile en août. On est vraiment dans un cycle de protestation, où les mouvements se nourrissent les uns les autres. » — Marcos Ancelovici

ciété, le mouvement est porteur d'espoir, l'espoir d'un projet social alternatif au projet néolibéral de déstructuration sociale, un peu à l'image de Margaret Thatcher qui disait que la société n'existe pas. C'est un projet qui s'est mis en place depuis très longtemps, mais qui a pris de l'ampleur après la défaite des souverainistes au référendum de 1995, avec le projet de déficit zéro de notre lucide en chef. Ce qui s'affirme dans le mouvement étudiant actuel, c'est un refus de l'atomisation sociale propre au néolibéralisme, où chacun est engagé dans une compétition effrénée qui fait voir dans l'autre un compétiteur et qui brise les solidarités sociales.

Que le gouvernement tente de mettre fin au mouvement de façon autoritaire, que ce soit en utilisant énormément les policiers antiémeutes, le gaz, les balles de caoutchouc et la violence, à mon avis est largement le fait des forces répressives et beaucoup moins le fait des forces étudiantes, même s'il y a eu aussi de la violence du côté étudiant. On a utilisé des moyens disproportionnés, comme si on envoyait un drone tuer un maringouin. Tout ça a transformé le mouvement populaire en liberte politique pour le respect de la dignité de chacune et chacun. C'est devenu le point de fixation d'un abcès plus large que le mouvement étudiant ne peut porter tout seul, dans lequel il est isolé, et [comme] il y a eu peu de relais sociaux concrets, ça ne laisse pas présager une sortie de crise.

Pierre-André Bouchard-St-Amant, doctorant en sciences économiques à l'université Queen's, ancien président de la FEUQ (2005)

Est-ce encore un conflit étudiant? À ça, j'ai du mal à répondre par la positive. Les étu-

dants y sont encore, c'est très clair, mais je n'ai pas l'impression qu'on est maintenant dans un débat ou une négociation sur les droits de scolarité. Ce conflit-là va se régler d'une des trois manières suivantes — et par régler, j'entends le conflit étudiant, ou le malaise, pas nécessairement l'activité politique: soit à travers des négociations, soit à travers une élection ou, en dernier, peut-être le moins intéressant, à travers un essoufflement du mouvement.

Le facteur qui a fait tout basculer a été la démission de la ministre Line Beauchamp, parce que ça a été l'échec, au caucus des libéraux, de la ligne modérée. [...] Il y a aussi des négociations pipées, c'est-à-dire aucune marge de manœuvre du gouvernement pour régler la situation, ce qui a mené à la démission, et la CLASSE qui porte un message beaucoup plus large que la question des droits de scolarité en disant que la grève est étudiante, mais que la lutte est sociale, et qui ne se retient pas de généraliser le conflit. Ce qui a été la goutte qui a fait déborder le vase, après la démission, c'est que la ligne dure du Parti libé-

ral a pris la relève et il y a eu la loi 78. Je pense que c'est ce qui a vraiment cristallisé dans la population, au-delà du conflit étudiant, l'importance de maintenir une démocratie libérale, où les gens peuvent manifester librement, et à travers ça exprimer un ras-le-bol qu'ils traversent et qui concrétise un certain nombre de choses.

[Le conflit étudiant] a été bien résumé par le concept de flamme. Pour avoir une flamme, il faut un combustible, mais il faut aussi un comburant. Je pense que la loi 78 a servi de point critique pour déclencher quelque chose d'autre que ce qui était un conflit étudiant. Et c'est traversé par de multiples courants. Oui, on a vu des gens qui voulaient poursuivre la lutte sur les droits de scolarité, mais d'autres qui ne se disaient pas entendus, d'autres qui voulaient un phénomène démocratique se manifester. À partir de là, on est rendu sur autre chose.

Propos recueillis par Lisa-Marie Gervais, Marco Bélair-Cirino et Geneviève Tremblay

Le Devoir

Le public se prononce

Comme c'est l'habitude dans les tables rondes de l'Institut du Nouveau Monde (INM), le public ne demeure pas sur son séant les bras croisés: il parle, il participe. On n'en a pas moins exigé des curieux venus assister aux discussions au sujet du conflit étudiant et ils ont été invités à se prononcer eux-mêmes dans le cadre d'une élection « nomade ». « Que cache le conflit étudiant pour durer si longtemps ? » Un bulletin de vote qui leur était remis à l'entrée présentait

les huit choix de réponse suivants: « Ras-le-bol », « contexte préélectoral », « révolution en attente », « résistance au changement », « appel de démocratie participative », « conflit de générations », « conflit entre libéralisme et social-démocratie », « autre ». Le public a opté pour « conflit entre libéralisme et social-démocratie », choix qui a récolté le plus grand nombre de votes, suivi de « appel de démocratie participative » et « contexte préélectoral ».

Difficile de prédire quel sera le prix de l'essence cet été

MARIE-MICHÈLE SIOU

À vis à ceux qui souhaitent inclure le prix de l'essence dans leur budget de vacances: en plus de la crème solaire, mieux vaut se munir d'une calculatrice et de quelques connaissances en économie.

Bien qu'il semble logique de penser qu'une baisse du prix du pétrole brut devrait se refléter par une baisse du prix de l'essence à la pompe, la réalité est tout autre.

Comme l'explique Emmanuel Tessier-Fleury, conseiller à la Banque Nationale, il est impératif de tenir compte de la valeur du dollar canadien pour comprendre la fluctuation des prix de l'essence.

Parce que les produits de base comme le pétrole sont négociés en dollars américains, leur prix augmente partout au Canada quand le dollar canadien perd de la valeur. Ainsi, si le marché du pétrole brut aux États-Unis est en baisse de 20 %, par exemple, mais que le dollar canadien perd également 20 % de sa valeur, le prix, « au net », demeure le même partout au Canada, explique M. Tessier-Fleury.

Marchés financiers

Il ajoute que les taxes sont très élevées au Canada. La taxe d'accise, sorte d'impôt sur une quantité donnée de pétrole, est de 10 cents le litre au Québec.

La taxe sur les carburants est de 7,2 cents le litre et, à Montréal, la taxe sur l'essence, de 3 cents le litre, s'ajoute au prix de l'essence. En tenant compte de la TPS et la TVQ, M. Tessier-Fleury estime donc que 40 % du montant payé par les consommateurs est dû aux taxes.

Au final, il semble qu'il sera donc plus difficile de prévoir le prix de l'essence que les conditions météorologiques, cet été. « Il y a beaucoup d'éléments à considérer, notamment les marchés financiers, qui vont guider l'évolution du prix de l'essence en Amérique du Nord et qui sont très volatils », explique M. Tessier-Fleury.

« On a beaucoup de craintes par rapport à la demande mondiale, mais l'offre mondiale de pétrole à plus long terme reste limitée », rappelle le conseiller de la Banque Nationale.

La Presse canadienne

NOUVEAU!
LE DEVOIR EN CLASSE

Un programme destiné aux professeurs qui souhaitent utiliser les médias comme outil pédagogique.

Préparez dès maintenant la prochaine session d'enseignement.
Des abonnements de groupes sont disponibles.

Aussi à l'adresse suivante :

www.ledevoir.com/le-devoir-en-classe

Pour plus d'information, contactez-nous à l'adresse courriel suivante : internet-ecole@ledevoir.com

Un programme réalisé en partenariat avec la société Les amis du Devoir

ONTARIO

Radiohead : l'enquête sur l'effondrement mortel se poursuit

Toronto — Des inspecteurs du ministère ontarien du Travail ont passé la journée d'hier à fouiller les décombres de la scène qui s'est effondrée samedi avant un concert que devait donner le groupe rock anglais Radiohead à Toronto. Ils cherchaient à déterminer ce qui avait causé l'écroulement de la scène, qui a fait un mort et trois blessés parmi des travailleurs. Selon la police, un Britannique dans la trentaine a perdu la vie après s'être retrouvé coincé sous des débris. Un porte-parole du ministère, Matt Blajer, a indiqué que la structure demeurait instable et que des travaux étaient en cours afin de la stabiliser. Il a affirmé que les enquêteurs cherchaient à savoir si les normes de sécurité avaient été respectées et si les travailleurs avaient suivi une formation adéquate. Le concert a été annulé. Tous les billets avaient été vendus. — La Presse canadienne

ÉTATS-UNIS

Ronald King est retrouvé sans vie

Los Angeles — Rodney King, cet automobiliste noir dont le passage à tabac par des policiers en 1991 puis leur acquittement l'an suivant avait déclenché les émeutes meurtrières de Los Angeles en avril 1992, a été retrouvé mort dans sa piscine hier à Rialto en Californie. Il avait 47 ans. Selon les policiers, il n'y a pas de traces faisant penser à un crime. Rodney King avait été arrêté pour excès de vitesse dans une rue de Los Angeles le 3 mars 1991. Quatre policiers l'avaient violemment frappé à coups de bâtons, de pied, tout en tirant sur lui plusieurs décharges de pistolet à impulsions électriques, scènes filmées par un vidéaste amateur. Les quatre policiers ont été acquittés le 29 avril 1992 par un jury dans lequel ne figurait aucun Noir. Émeutes, violences et pillages ont suivi immédiatement, se poursuivant pendant trois jours. Cinquante-cinq personnes ont été tuées et plus de deux mille ont été blessées. — Associated Press

ÉCONOMIE

Tare culturelle



ÉRIC
DESROSIERS

Il est des explications des malheurs économiques qui arrivent à certains peuples qui empruntent plus aux préjugés qu'à la science.

Alan Greenspan était l'invité-vedette de la Conférence de Montréal, la semaine dernière. Surnommé « le maestro », ou plus modestement « l'oracle », durant ses belles années, l'ancien président de la Réserve fédérale américaine a notamment entretenu son auditoire sur les causes et les solutions d'un problème qui monopolisera sans doute les discussions du G20 aujourd'hui et demain, à Los Cabos, au Mexique, soit la crise des dettes souveraines en Europe.

Selon l'ancien banquier central, cette crise démontre clairement l'importance de la culture en économie puisqu'elle constitue l'aboutissement logique d'une Europe du Sud qui n'a jamais cessé « d'emprunter de l'argent avec la carte de crédit de l'Europe du Nord », en raison d'une productivité plus faible ou encore d'un taux d'épargne inférieur. « *Le poids des déficits publics par rapport au produit intérieur brut est un phénomène culturel* », a-t-il affirmé. « *Ces pays tiraient de l'arrière dans ces domaines sur l'Allemagne, et les autres pays d'Europe du Nord, bien avant l'union monétaire et continuent de le faire.* » La seule solution, dans un tel contexte, serait une « *consolidation politique de l'Europe* » en vertu de laquelle le Nord continuerait d'aider au développement du Sud à condition que ce dernier se soumette, de gré ou de force, à sa culture de rigueur économique et budgétaire.

Ces propos disent plus clairement ce que plusieurs laissent entendre depuis le début de la crise en Europe, c'est-à-dire qu'on aurait affaire, d'un côté, à des cigales qui ne sont bonnes qu'à faire la fête et, de l'autre côté, à des fourmis besogneuses sur qui on compte pour assurer les fins de mois difficiles.

Cette idée qu'il puisse y avoir un lien entre la culture et les comportements économiques apparaît raisonnable. Elle a d'ailleurs mené à la création d'un champ d'étude en sciences économiques où l'on divise les populations en fonction de leurs valeurs, de leurs croyances religieuses, de leurs origines ethniques ou encore de leur groupe social. On essaie ensuite d'associer à ces catégories des préférences et des comportements assez constants pour se transmettre de génération en génération quels que soient les changements d'environnement.

Le *Globe and Mail* citait, vendredi, une étude qui était un bon exemple de ce genre d'approche. On y racontait que les cultures valorisant des liens familiaux étroits avaient pour effet de réduire le désir des travailleurs d'aller chercher un meilleur emploi ailleurs, que cela pouvait inciter les employeurs à offrir des conditions de travail moins généreuses et, qu'en conséquence, ces cultures étaient portées à réclamer l'imposition de règles sur les conditions minimales à respecter. Les auteurs de l'étude en concluaient que les solutions, qui semblent avoir fait leur preuve dans certains pays (comme la déréglementation du marché du travail en Allemagne), peuvent ne pas être adaptées à d'autres contextes culturels (l'Italie, par exemple).

Attention!

Dans la bouche d'Alan Greenspan, l'argument culturel sonne, toutefois, plutôt comme une condamnation de populations entières qui seraient frappées d'une sorte de tare indélébile. Venant d'un Américain parlant des Européens, ces déclarations grincent un peu à l'oreille quand on sait d'où est partie la terrible crise financière et économique qui sévit en Europe. Ce grincement devient assourdissant quand ces déclarations émanent du « maestro » lui-même, l'un des plus puissants défenseurs du modèle économique à l'origine de ce magistral fiasco.

Un petit tour dans les chiffres de l'OCDE permet aussi de relativiser quelques-unes de ses affirmations. Il est vrai, par exemple, qu'en 2011, le taux d'épargne des ménages de ces indémodables Latins, que sont les Italiens, était inférieur à celui des très nordiques Allemands, Norvégiens ou Autrichiens, mais il était supérieur aussi à celui des pas-latins-pour-un-sou Japonais, Coréens, Danois et Canadiens (oups!). Quant à la productivité de la main-d'œuvre, elle était plus grande en Espagne qu'en Allemagne, en Suède, ou aux États-Unis, et même plus grande au Portugal qu'aux Pays-Bas, au Japon, au Royaume-Uni, au Canada ou en Norvège (ouch!). Quant au très culturel rapport entre le déficit public et le PIB, les derniers de classe en la matière étaient — du moins mauvais au pire de tous — : le Royaume-Uni, l'Espagne, la Grèce, le Japon, les États-Unis, et l'Irlande (hé ben!!).

Sans pour autant nier que les pays d'Europe du Sud sont aux prises avec des difficultés économiques importantes, ces quelques chiffres illustrent bien comment il est risqué de procéder à des amalgames et à des généralisations dans une crise où la nature et les causes des problèmes ne sont souvent pas les mêmes d'un pays à l'autre.

Certains de ces problèmes peuvent découler, au moins en partie, de traits culturels, mais relèvent sans doute aussi de bien d'autres facteurs. Après tout, on a longtemps dit aussi — et certains le disent encore — que la majorité francophone était plus pauvre au Québec que presque toutes les autres communautés parce qu'elle était culturellement moins douée que les autres en matière économique.



Fanbox est la sixième entreprise créée par Daleyne Guay. Sa première, il l'a mise sur pied à l'âge de 16 ans: ils faisaient faire des gâteaux de nocces par des pâtisseries.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Du camp de base jusqu'au sommet

Passionné de technologie et de marketing direct, c'est tout naturellement que Daleyne Guay a créé Fanbox

CLAUDE TURCOTTE

Dans la société de consommation d'aujourd'hui, où une entreprise de détail possède des centaines de magasins dans son réseau et des milliers de clients, serait-il possible de retrouver la relation de proximité et même d'intimité qui existait naguère entre le marchand et ses clients, lesquels étaient en somme des voisins et parfois même des amis? Oui, soutient Daleyne Guay, président de Fanbox, une entreprise qu'il a fondée en 2002 et qui a mis au point une plateforme technologique ayant des applications dans trois grands champs d'expertise, dont celui d'offrir aux commerces de détail les moyens d'accroître leurs possibilités de personnaliser et de mieux cibler leurs interventions auprès de leurs clients.

M. Guay présente cette relation comme étant celle du « *marketing de permission* », à savoir la collecte d'informations personnelles que le consommateur veut bien fournir au détaillant par la voie d'Internet. Par exemple, ce client est-il propriétaire ou locataire de la maison qu'il habite? A-t-il une auto, si oui, de quelle marque et de quelle année? A-t-il des enfants? Est-il végétarien? Etc. Cela suppose évidemment une relation de confiance entre le marchand et le consommateur, ce dont le détaillant ne doit pas abuser, car en tout temps le client peut mettre fin à cette relation et même aller faire ses achats ailleurs. « *Il faut créer un lien émotif* », explique M. Guay. Par exemple, DeSerres, qui utilise ce logiciel, peut souhaiter un bon anniversaire à tous ses clients qui lui ont donné leur date de naissance. La traditionnelle circulaire de publicité envoyée à tout le monde fait place à des envois personnalisés. Ainsi, on n'offrira pas de promotions sur la viande au consommateur végétarien.

Chaque jour, cette plateforme, baptisée MS2, rejoint électroniquement 400 000 consommateurs d'entreprises totalisant 300 enseignes commerciales différentes. Ces clients de Fanbox se retrouvent principalement au Québec, parmi lesquels on remarque Desjardins, la Banque Nationale, Les Rôtisseries St-Hubert, Ultramar, DMR et plusieurs autres. « *Nous sommes à risque avec nos clients* », explique le président, en ce sens que l'utilisateur de ce logiciel paie Fanbox en fonction du nombre de « clics » ou de transactions effectuées, de sorte que, si les affaires diminuent, les frais d'utilisation du logiciel suivent la même tendance. En moyenne, Fanbox reçoit huit cents du clic. Or, avec un nombre de transactions annuelles qui approchent les 100 millions, cela peut représenter un chiffre d'affaires d'environ huit millions. M. Guay refuse de confirmer le montant précis des revenus de cette PME qui emploie 20 per-

sonnes, dont 80% occupent des fonctions techniques, comme ingénieurs et informaticiens. « *Nous sommes une usine de technologie* », dit-il.

À ses débuts, Fanbox avait d'autres activités; sa clientèle était celle des fan-clubs, à commencer par celui du club de hockey Canadien, puis Garou et d'autres artistes. « *On était convaincus qu'on pourrait transposer le lien émotif au commerce de détail* », dit-il. Désormais, l'énergie de cette petite boîte technologique est concentrée sur ce marché. « *On s'amuse à dire qu'on est rendus au camp de base. Au cours des deux dernières années, on a solidifié la compagnie et fait une entente avec IBM. On a créé Fanbox E.-U. On est aux États-Unis avec IBM depuis six mois et on a la carte de fidélisation d'IBM à travers le monde. Tout est signé. On migre MS2 dans le Nuage d'IBM. Ce sera complété au mois d'août et on va prendre notre expansion aux États-Unis avec IBM* », confie M. Guay, qui se voit pour ainsi dire arriver au sommet de la montagne avant bien longtemps. Un gros client américain peut signifier un milliard de clics...

Un cellulaire peut remplacer plusieurs cartes de plastique...

Ce n'est pas tout. Son équipe d'informaticiens a déjà développé des liens avec les médias sociaux. Une passerelle vers Facebook peut ouvrir une porte sur 900 millions de clients pour un seul détaillant. « *On est déjà dans les plateformes mobiles. Les consommateurs ont déjà quatre ou cinq cartes de fidélisation dans leur portefeuille. De nombreux détaillants se réveillent et veulent avoir eux aussi leur carte de fidélisation. En revanche, le consommateur ne veut plus avoir de cartes. On pense que, dans deux ans, il y aura deux fois moins de cartes de plastique en circulation. Presque tout le monde a un cellulaire et on peut mettre bien des cartes dans un mobile* », dit ce président, qui voit là une manne pour Fanbox. Il imagine par exemple un consommateur entrant dans un commerce et dont le cellulaire annonce aussitôt son arrivée au détaillant. Et alors? « *Grâce à Fanbox, le détaillant peut sans délai envoyer un message informant le client que, s'il fait des achats dans les 30 prochaines minutes, on doublera ses points.* »

Parmi ses clients, il y a notamment la Chambre de commerce de Sherbrooke qui, pour contrer la fuite des clients vers le Quartier Dix30 à Brossard, a regroupé plus de 100 marchands de la ville et fait appel à la monétique de Fanbox pour offrir aux consommateurs sherbrookoïses une devise à dépenser à Sherbrooke. Fanbox compte déjà sept programmes de cette nature dans d'autres villes, y compris à Montréal où trois rues importantes offrent un arrangement semblable à celui de Sherbrooke. Cette devise numérique ne passe pas du tout dans les

maines de Fanbox, mais dans celles des détaillants eux-mêmes, par le canal du Transfert électronique de fonds, dont les activités sont réglementées par l'Association canadienne des paiements. Par la même voie, Fanbox offre les services de cartes-cadeaux.

Une autre application de la plateforme MS2 est disponible pour les entreprises désirant avoir un programme de récompenses, de reconnaissance des employés et de bonification des équipes de vente. Fanbox en a fait une unité d'affaires qu'elle appelle VI Pass et qui utilise un concept de chèque-cadeau qu'elle dit universel et unique. Les détenteurs d'un VI Pass peuvent convertir celui-ci en ligne à tout moment en des produits proposés par un réseau de plus de 125 grandes marques.

Enfin, Fanbox a mis au point la carte de paiement « *Communi-T* » offerte dans les résidences de personnes âgées. « *On a repris le concept appliqué sur les bateaux de croisière, où les passagers paient leurs dépenses de voyage avec une carte comprenant un certain nombre de jetons qui servent pour payer les repas, les soins de santé, des loisirs, etc. C'est pratiquement de la fidélisation* », explique M. Guay.

Dans les résidences pour personnes âgées, cette carte et ses jetons viennent avec le bail. « *On retire l'argent des résidences et il n'y a plus de vols d'argent dans les tables de chevet des résidents* », mentionne-t-il. Les jetons utilisés sont uniquement numériques, et toute la gestion de ce système est sous la responsabilité du gestionnaire de l'immeuble. Les enfants ou les proches des locataires peuvent cependant vérifier l'usage qui est fait de ces jetons numériques et payer pour en rajouter s'il vient à en manquer. Les jetons servent à payer les repas, le lavage, les prises de sang et d'autres soins de santé, par exemple. M. Guay souligne qu'après seulement un an de mise en service de Communi-T, Fanbox détient 80% du marché québécois des résidences privées.

M. Guay, qui est âgé de 45 ans, est un entrepreneur-né. Il n'avait que 16 ans à La Tuque quand il a créé son premier commerce, celui des gâteaux de nocces faits par des pâtisseries qu'il embauchait. Puis, il a lancé une compagnie de discothèque mobile, ce qui lui a permis de vendre des gâteaux de nocces aux DJ pour les célébrations de mariage! Il est venu ensuite à HEC Montréal, où il a découvert le marketing direct et relationnel. Le mélange des bases de données et le marketing l'ont naturellement amené à fonder Fanbox, sa sixième entreprise.

Collaborateur
Le Devoir

ÉDITORIAL

ÉLECTIONS EN GRÈCE

Le château grec

Bien des chefs d'État et des banquiers centraux doivent implorer tous les dieux du ciel afin que Nouvelle Démocratie, formation phare de la droite grecque, et le Pasok, parti socialiste, concluent rapidement un accord de gouvernement au lendemain d'un scrutin qui s'est avéré très serré. Faute d'une entente entre eux, une troisième élection devra être commandée qui alimentera une crise de nerfs aux quatre coins du globe.

À u terme des législatives, Nouvelle Démocratie (ND) a recueilli près de 30% des suffrages, Syriza, parti de la gauche radicale qui s'oppose farouchement aux termes de l'accord d'aide financière signé avec les Européens et le FMI, est arrivé en deuxième position avec plus de 27% devant le Pasok, qui a obtenu plus de 12% des votes. Ensemble, la ND et le Pasok détiennent 160 sièges sur les 300 que compte le Parlement. Parce qu'ils sont pour le maintien de la Grèce dans la zone euro, ces deux partis sont donc condamnés à l'amorce de négociations.

Si l'on a bien compris les messages formulés lors de la campagne, la renégociation du paquet de soutiens financiers alloués par la Banque centrale européenne, l'Union européenne et le FMI sera justement au cœur des négociations entre ND et le Pasok. Lors de la joute électorale, les chefs de file de ces formations ont fait écho au ras-le-bol anti-européen de la majorité des Grecs en se disant enclins à revenir sur un des points du dossier que l'ex-premier ministre Lucas Papademos avait négligé. De quoi s'agit-il? Le délai afférent au remboursement de certains prêts.

Les ténors de ces partis souhaiteraient que les créanciers rallongent de deux ans le calendrier fixé en cette matière. Dans leur requête, ils disposent de deux arguments de poids. Il y a une semaine, pas moins de 125 milliards de dollars ont été accordés au gouvernement espagnol pour le renflouement des banques étouffées par la décadence immobilière. À cette somme, c'est à retenir, aucun plan d'austérité n'a été greffé pour une raison qui mérite méditation: l'économie espagnole étant beaucoup plus importante que la grecque, il ne fallait surtout pas l'affaiblir par l'imposition d'une politique janséniste. Et d'une.

Et de deux, il se trouve que Syriza a fait un excellent score. Avec 27% des voix, la gauche radicale confirme son ancrage dans le paysage politique d'une nation ravagée, il faut bien le rappeler, le souligner, par quarante ans de clientélisme et de corruption qui ont mis le système politique sur la paille. Ainsi que le confiait ces jours-ci le politologue grec Georges Sefertzis au quotidien *Le Monde*, «il y a avait des collaborations entre les cadres du Pasok et de ceux de Nouvelle Démocratie, notamment au niveau local pour gérer les mairies, les fonds européens et les syndicats. Quand les différences idéologiques ont disparu, il n'est resté que la gestion des intérêts».

Toujours est-il que les patrons de ND et du Pasok, s'ils s'entendent évidemment, ne manqueraient pas de rappeler que plus de deux millions de Grecs ont donné leurs voix à un parti, Syriza, qui promettait, en cas de victoire, de déchirer le mémorandum signé par les partis traditionnels pour mieux poursuivre une «renégociation véritable et dure» avec les cadres de l'UE. D'autant plus dure qu'Alexis Tsipras a fort bien compris qu'une sortie de la Grèce de l'euro serait plus coûteuse économiquement pour l'Europe que son maintien en plus de provoquer des dommages politiques imprévisibles. Bref, si entente il y a, on le répète, entre ND et le Pasok, alors la pression pour une réorganisation du plan d'austérité sera plus forte. Auprès de qui? La chancelière Angela Merkel.

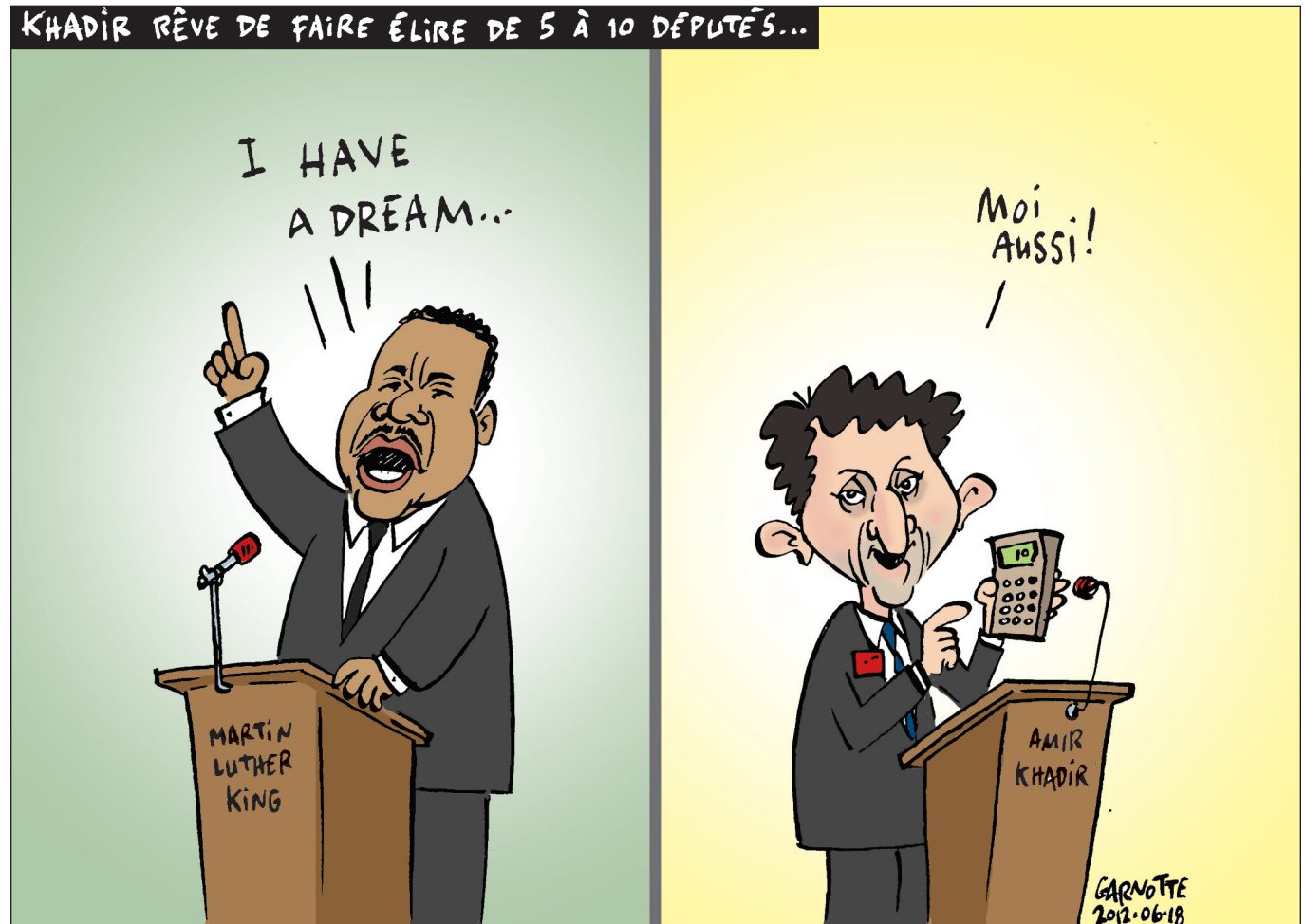
À trois jours du vote grec, cette dernière a fait une étrange sortie, étrange parce qu'inusitée. En substance, elle a confié que l'Allemagne ne pouvait pas tout, qu'il ne fallait pas surévaluer ses forces. Comme il faut bien appeler un chat un chat, il faut bien rappeler que l'Allemagne s'est souvent comportée depuis mars 2010 comme si elle pouvait tout. Il faut bien remarquer qu'en traînant la patte, en accordant un prêt, et non un don comme trop souvent on veut nous le faire croire, des mois plus tard, trop tard, Merkel s'est comportée comme si elle pouvait tout. Comme si elle était la reine mère du Vieux Continent. Espérons que le futur gouvernement grec signifiera à Merkel, après François Hollande et Mario Monti, que l'Europe n'est pas une chasse gardée.

À trois jours du vote grec, cette dernière a fait une étrange sortie, étrange parce qu'inusitée. En substance, elle a confié que l'Allemagne ne pouvait pas tout, qu'il ne fallait pas surévaluer ses forces. Comme il faut bien appeler un chat un chat, il faut bien rappeler que l'Allemagne s'est souvent comportée depuis mars 2010 comme si elle pouvait tout. Il faut bien remarquer qu'en traînant la patte, en accordant un prêt, et non un don comme trop souvent on veut nous le faire croire, des mois plus tard, trop tard, Merkel s'est comportée comme si elle pouvait tout. Comme si elle était la reine mère du Vieux Continent. Espérons que le futur gouvernement grec signifiera à Merkel, après François Hollande et Mario Monti, que l'Europe n'est pas une chasse gardée.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, PAUL CAUCHON
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



L E T T R E S

L'éthique de Jacques Duchesneau

Jacques Duchesneau nous apprend maintenant qu'il a lui-même dévoilé son rapport en le remettant à un journaliste. Ce qui était contraire apparemment au contrat qui le liait au gouvernement. Et c'est le même homme qui préférerait commenter son rapport à une émission de variétés comme *Tout le monde en parle* avant de le présenter à une commission de l'Assemblée nationale. L'ancien directeur de police de la Ville de Montréal a une bien étrange conception de l'éthique. L'homme n'aurait de comptes rendra à personne, sauf au peuple. Mais à ce que je sache, il n'est pas un élu. Voilà bien une tache à celui qui aime bien se présenter comme plus blanc que blanc!

Michel Label
Entrelacs, le 14 juin 2012

Mystère et boule de gomme!

«M. le président, M^{me} Marois porte le carré rouge et tape sur des casseroles en pleine rue!» Que se cache-t-il donc derrière ce genre d'affirmations répétées comme des mantras par les libéraux? Un vide? Une

échappatoire? Du déni? De l'impuissance? À un moment donné, j'avoue même avoir soupçonné Jean Charest d'avoir convaincu ses troupes de faire la sourde oreille et d'attendre patiemment avec lui que les étudiants ou leurs sympathisants s'impatientent et commettent des erreurs. Évidemment, devant ces jeunes et fougues manifestants, ils ne risqueraient pas d'attendre bien longtemps pour en voir quelques-uns «péter une coche». Et là — ô surprise! —, les libéraux s'indigneraient, se présenteraient comme des sauveurs et gagneraient les prochaines élections. Amen, alléluia! Pourtant, après mûre réflexion, je soupçonne plutôt Messmer, dans la salle de conférence du Conseil des ministres, avec un petit pendule rouge en feutre!

Nicole Bélisle
Gatineau, le 14 juin 2012

Un manque d'intégrité

Madame Courchesne, Le jour où vous avez repris le flambeau des mains de Line Beauchamp, personne ne parvenait à cerner vos intentions quant à la crise étudiante actuelle. Tous doivent admettre aujourd'hui que vous avez confirmé votre réputation de gestionnaire que même la raison ne parvient pas à dompter. Les exemples fourmillent. La fameuse loi 78, contestée par de très nombreuses voix parmi les-

quelles l'ONU, en fait partie. Réintégrant votre ancien poste le 14 mai dernier, vous avez mentionné vouloir que le marasme s'achève aussi vite que possible. En contradiction avec ce souhait, vous avez sorti de votre poche le projet de loi 78 seulement trois jours plus tard, le 17 mai. Bien qu'il ait été adopté le lendemain avec certains amendements, croire cette législation lenifiante sur le mouvement contre la hausse des droits de scolarité relève du déni de l'évidence. Ayant claqué la porte de la salle de négociation le 31 mai, vous continuez de prétendre qu'elle reste ouverte. Comment pouvez-vous affirmer cela alors que vous avez vous-même mis fin aux rencontres? Ce geste illustre bien l'hypocrisie du gouvernement depuis le début de la crise. Arguant des demi-vérités, méprisant les étudiants et carburant aux sondages, vos collègues et vous-même révélez un profond manque d'intégrité quant à vos fonctions d'élus. Vous n'avez plus depuis longtemps la légitimité et la crédibilité d'autant plus nécessaires ces temps-ci pour gouverner. Souvenez-vous notamment de l'attribution de places en garderies à des donateurs de votre parti. S'ajoutent à la liste le favoritisme envers les écoles juives au sujet du calendrier scolaire et, plus récemment, l'augmentation des subventions d'établissements au régime pédagogique douteux.

Rapahélie Élément
Le 14 juin 2012

LIBRE OPINION

L'UdeM, un laboratoire pour inventer l'avenir

GUY BRETON

Recteur de l'Université de Montréal

Ce texte est une version condensée de l'allocution prononcée le 15 juin 2012, devant le Cercle canadien de Montréal.

À u cours des derniers mois, nous avons parlé d'enseignement supérieur comme jamais au Québec. Et c'est une bonne chose. Mais dans tout ce débat, nous avons trop souvent oublié l'une des missions fondamentales de nos universités: celle de faire progresser la science. Certains sont allés jusqu'à proposer de déshabiller la recherche pour mieux habiller l'enseignement. C'est une fausse équation. Dans notre modèle universitaire, la recherche est indissociable de l'enseignement, particulièrement aux cycles supérieurs.

À l'Université de Montréal, la recherche compte pour plus de 40% de toutes nos activités. C'est beaucoup plus que la moyenne des universités québécoises. L'UdeM est l'une des rares universités de la Francophonie en mesure de rivaliser avec les meilleurs établissements de la planète. Dans les palmarès, nous nous classons dans le premier pour cent des meilleures universités du monde. C'est bien. Mais ce n'est pas assez.

Nous célébrons souvent le caractère créatif de Montréal, qui contribue puissamment à sa force d'attraction et à la qualité de vie de ses concitoyens. Mais — et on l'oublie trop souvent — le savoir, la science et l'innovation font aussi partie de l'ADN de notre ville.

Ce que nous avons bien compris dans le domaine de la culture, nous devons aussi le comprendre pour la science. Ce qu'il nous faut, c'est

plus de stars du domaine de la science: des Guy Laliberté de l'astrophysique, des Robert Lepage de la génétique, des Denys Arcand de l'informatique, des Céline Dion de l'immunologie...

Ce qu'il nous faut, c'est un environnement de recherche de classe mondiale. Un environnement où des experts de différentes disciplines scientifiques mettront leur énergie cérébrale en commun pour créer le monde de demain.

À l'Université de Montréal, nous avons un projet emballant: le pavillon des sciences à Outremont. Ce projet est déjà en marche. Les travaux de préparation du site de l'ancienne gare de triage ont débuté le 30 avril dernier. Et si tout se déroule comme prévu, le Pavillon des sciences ouvrira ses portes en 2017.

Génératrice de découvertes

Aujourd'hui, les barrières entre les disciplines n'ont plus de sens. Les réponses à nos grands défis se situent plutôt au confluent des champs d'études.

Les nanotechnologies, par exemple, ne sont pas une discipline scientifique. Il n'y a pas de faculté de nanotechnologie. Mais il y a des physiciens, des chimistes, des ingénieurs et des informaticiens qui travaillent en commun pour mieux comprendre l'infiniment petit et pour créer de nouvelles structures à l'échelle moléculaire.

J'aimerais que vous imaginiez notre futur Pavillon des sciences comme un lieu dans lequel nous rassemblerons des gens exceptionnels. Ce que le Québec fait de mieux et attire de mieux comme scientifiques. Cette communauté agira comme une génératrice de découvertes. Une génératrice avec laquelle nos sociétés d'État, nos institutions publiques et nos entreprises pourront établir des connexions. Le potentiel est énorme.

Je pense par exemple aux batteries qui propulseront les voitures électriques. Dans les dernières années, des chercheurs de l'UdeM, en partenariat avec Hydro-Québec et la France, ont mis au point le phosphate de fer lithié, un matériau révolutionnaire qui permet le développement d'une nouvelle génération de batteries plus stables, plus sécuritaires et qui se rechargent beaucoup plus rapidement.

Rêvons un peu. À peine. Le jour où nous pourrions stocker beaucoup d'énergie dans une batterie légère et abordable, ce jour-là, le Québec deviendra l'Alberta de l'énergie verte.

Ce qu'il nous faut, c'est plus de stars du domaine de la science: des Guy Laliberté de l'astrophysique, des Robert Lepage de la génétique, des Denys Arcand de l'informatique

Ce Pavillon, je l'ai dit, nous le voulons branché sur les forces vives de notre société, comme nos fleurons industriels. Mais cela ne veut pas dire qu'il sera au service de ces entreprises.

D'abord, parce que les professeurs d'université bénéficient de ce qu'on appelle la liberté académique. C'est à eux qu'il revient de définir leur projet de recherche, puis de trouver des fonds pour financer leurs travaux. La grande majorité de ces fonds sont obtenus des gouvernements à travers les organismes subventionnaires et une suite de concours très compétitifs.

Certains chercheurs — ils sont en fait une minorité — deviennent partenaires d'entreprises privées dans le but de faire avancer leurs recherches. Marie Curie elle-même,

deux fois Prix Nobel, maintenant des liens serrés avec l'industrie de l'uranium. Sans cette relation particulière, elle n'aurait pas pu se procurer le précieux métal pour ses expériences et elle n'aurait pas pu découvrir le radium qui allait révolutionner la science médicale. A-t-elle pour autant vendu son âme?

Qu'on le veuille ou non, la connexion entre l'université et l'entreprise se fait chaque année de façon toute naturelle. Pas juste avec l'entreprise, d'ailleurs. L'université a ce rare privilège d'être branchée sur tous les secteurs de l'activité humaine: la fonction publique, les organismes internationaux, les milieux hospitaliers et d'enseignement, les grands cabinets d'avocats, les milieux culturels, les institutions financières, les industries, et de plus en plus les industries de pointe; 70% des diplômés de doctorat et pratiquement tous nos diplômés de maîtrise et de baccalauréat quittent le milieu académique pour intégrer l'un ou l'autre de ces secteurs.

Rappelons-le-nous: le meilleur transfert de connaissance marche sur ses deux jambes! Notre Pavillon des sciences, nous voulons qu'il devienne un emblème pour Montréal. Nous vivons dans l'une des dix grandes villes universitaires au monde. Montréal est la capitale de la recherche universitaire du Canada. Et quand on regarde le nombre de publications scientifiques, Montréal est dans le même club que Boston, Washington et San Francisco!

Affaiblissons cette armature du savoir et c'est notre statut dans le monde, comme ville, comme société, comme peuple, que nous mettrons en péril. Renforçons-la et nous renforcerons toute l'économie et la vie sociale de Montréal.

IDÉES

Une émeute contre la conscription en 1812

GILLES LAPORTE

Historien et enseignant au Cégep du Vieux Montréal

Le mois de juin correspond cette année au 200^e anniversaire du déclenchement de la fameuse guerre de 1812, un anniversaire que certains voudraient voir célébré comme une grande démonstration d'unité canadienne. Pourtant, dès le départ, l'enrôlement obligatoire rencontra une certaine opposition, dont l'émeute survenue à Lachine du 1^{er} juillet 1812 constitue le point culminant.

Le 18 juin 1812, les États-Unis déclarent la guerre à la Grande-Bretagne. À titre de colonie anglaise, le Bas-Canada est aussitôt entraîné dans le conflit.

Dès l'hiver, le gouverneur George Prevost avait procédé au tirage au sort des premiers conscrits âgés de 18 à 30 ans, afin de les préparer au plus tôt en vue des combats à venir. La rumeur s'était cependant vite répandue à propos des piètres conditions de vie et de la discipline de fer qui régnaient dans les casernes. C'est donc au compte-gouttes que les conscrits se manifestent, en particulier dans l'ouest de Montréal où, des 59 hommes appelés pour la division de Pointe-Claire, seuls 28 s'étaient rapportés au camp de La Prairie et, de ce nombre, 4 avaient presque aussitôt pris la fuite.

Devant ce climat d'insubordination, le commandement de la milice dépêche le major Jean-Philippe Leprohon et une trentaine d'hommes afin de mener la chasse aux déserteurs et de rétablir l'ordre. Dès le 29 juin, ils arrêtent deux fuyards, puis un troisième le lendemain. On en est là quand la troupe se profile sur la côte Saint-Jean de Sainte-Geneviève, chez le capitaine Joseph Binet, où plusieurs hommes se trouvent embusqués, bien décidés à résister et à libérer les leurs.

Une insurrection?

D'après le témoignage du major Leprohon, «un grand nombre d'hommes bordaient le chemin et le suivaient de près, et un grand nombre cherchait à me devancer et, à la fin, ils nous ont barré le chemin au nombre de 30 ou 40 qui se sont augmentés à plus de 100 et dont j'en ai reconnu plusieurs que je venais de laisser chez le capitaine Binet; près de 40 étaient armés». Sous la menace, Leprohon est alors obligé de laisser filer le prisonnier fait le matin.

Quant aux insurgés, grisés par leur succès facile et enhardis par la libération du déserteur, ils décident de suivre la troupe de Leprohon afin de repérer et possiblement de libérer les deux prisonniers faits la veille: «Ils n'avaient peur de rien et se sentaient capables de manger tous les soldats qui leur seraient opposés: Nous voulons savoir nos prisonniers, scandent-ils, nous reviendrons demain pour voir si vous avez ra-



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Il y a 200 ans jour pour jour, le 18 juin 1812, les États-Unis déclarent la guerre à la Grande-Bretagne. À titre de colonie anglaise, le Bas-Canada fut aussitôt entraîné dans le conflit. Certains voudraient voir cet anniversaire célébré comme une grande démonstration d'unité canadienne. Pourtant, dès le départ l'enrôlement obligatoire rencontra une certaine opposition.

mené nos prisonniers. — Vous voulez donc faire une guerre civile, leur ai-je demandé? — Ma foi oui, m'ont-ils tous répondu. Plus loin dans son témoignage, Leprohon le dit autrement: «Vous voulez donc faire une insurrection? leur demande alors Leprohon? — Nous voulons faire une guerre civile [...].»

Durant la soirée, des insurgés sillonnent les côtes vers Sainte-Geneviève, Saint-Laurent, baie des Valois et jusqu'aux Cèdres et les Coteaux, dans la péninsule de Vaudreuil, afin que, de partout, on converge vers Lachine, où la troupe de Leprohon s'est finalement réfugiée. Parallèlement, deux émissaires avaient été dépêchés à Montréal y rencontrer les autorités pour questionner la légalité de la conscription et, si possible, négocier une entente afin de sortir de la crise.

Condamnations

Le 1^{er} juillet 1812, quelques centaines d'hommes, dont plusieurs armés de fusils, de pistolets ou de bâtons, se profilent devant Lachine. Le capitaine Binet est du nombre, mais la direction des émeutiers est désormais assurée par des notables de Pointe-Claire, dont Guillaume Mallet et les frères Courville. Selon divers témoins, une fois libérés les deux déserteurs arrêtés le 29, les insurgés comptaient s'emparer d'embarcations amarrées au quai et traverser le fleuve afin de libérer tous les conscrits au camp de La Prairie.

Durant plusieurs heures la situation demeure incertaine, tandis que le nombre d'insurgés massés à Lachine fluctue tout au long de la journée pour atteindre environ 400 hommes: «Rendez-vous nos jeunes gens et nous nous en irons chez nous. — C'est impossible, leur objecte le major Chaboillez. — Eh bien, répondent-ils, nous forcerons pour les avoir; demain, à 1500 ou 2000, nous saurons bien imposer nos conditions.»

L'affaire prend une nouvelle tournure avec l'arrivée du corps d'armée du magistrat John McCord. Ce dernier adopte aussitôt une attitude intransigeante, lit l'acte d'émeute et ordonne aux manifestants de se disperser. Après quoi, les soldats arrivés entre-temps tirent un coup de canon au-dessus de la tête des manifestants. Ceux-ci ripostent. Des coups de feu sont échangés et l'engagement se solde par plusieurs blessés et la mort de deux Canadiens. La foule se débande ensuite dans le désordre.

Le lendemain, l'armée procède à une razzia dans les maisons de la côte et arrête 37 hommes soupçonnés de pratiques séditeuses. De ce nombre, 14 seront poursuivis et

condamnés à la Cour du Banc du Roi à des peines variant de 16 à 24 mois, purgées à la prison de Montréal.

Selon l'historien Jean-Pierre Wallot, les émeutiers de Lachine étaient persuadés que la loi de la milice n'avait pas été adoptée et que la conscription était donc illégale. C'est d'ailleurs la défense qu'ils invoqueront tous lors de leur procès. Selon Christian Dessureault, cette émeute démontre plutôt la profonde réticence des paysans canadiens à accepter la conscription, malgré les discours du clergé et de la petite bourgeoisie insistant sur la fidélité à la Couronne britannique. Le soulèvement ne s'inscrivait donc pas dans un large mouvement de contestation du pouvoir colonial ou monarchique. Les habitants auraient plutôt réagi à une menace extérieure lorsque les autorités militaires ont envoyé des hommes armés pour s'emparer de déserteurs dans leurs paroisses, voire dans leurs demeures.

1812 s'inscrit donc bien parmi les épisodes de résistance des Canadiens français à l'enrôlement obligatoire; une résistance qu'on avait déjà constatée durant l'invasion américaine de 1775 et lors de l'appel de la milice en 1794, et qu'on allait retrouver sous d'autres formes lors des crises de 1917 et de 1940.

Le monde des affaires et l'environnement: deux décennies après le Sommet de la Terre

SCOTT VAUGHAN

Commissaire fédéral à l'environnement et au développement durable

Cette semaine, plus de 50 000 personnes et 100 chefs d'État convergeront vers Rio de Janeiro, au Brésil, pour souligner deux anniversaires: le 40^e anniversaire de la toute première rencontre internationale sur l'environnement, tenue à Stockholm en 1972, et le 20^e anniversaire du Sommet de la Terre des Nations unies sur le développement durable, qui a eu lieu en juin 1992.

Cette année, l'événement, qui porte le nom de «Rio + 20», met l'accent sur les progrès observés (de la diminution des émissions de certains polluants atmosphériques au Canada et dans d'autres pays industrialisés jusqu'à la baisse radicale de l'utilisation de produits chimiques destructeurs de l'ozone), mais dresse également une longue liste de conditions environnementales qui sont des signes de détérioration, comme les problèmes qui affligent les océans de la planète, l'érosion de la biodiversité et les changements climatiques.

Il y a vingt ans, la relation entre la croissance économique et la protection de l'environnement a grandement influencé les débats au Sommet de la Terre. Au dire de certains, la lutte contre la pollution ou la protection des forêts allaient ralentir la croissance économique, freiner la productivité et étouffer l'innovation. Le débat se résumait souvent à un choix: des emplois ou l'environnement. À l'aube de la conférence Rio + 20, le moment est propice pour mesurer l'évolution du dilemme «emplois ou environnement».

Des progrès

De façon générale, au cours des vingt dernières années, des progrès ont été réalisés en matière de protection de l'environnement, mais aussi dans l'établissement du coût économique



VANDERLEI ALMEIDA AGENCE FRANCE-PRESSE

Plus de 50 000 personnes convergeront vers Rio de Janeiro, au Brésil, pour souligner notamment le 20^e anniversaire du Sommet de la Terre des Nations unies sur le développement durable, qui a eu lieu en juin 1992.

des divers règlements environnementaux. En raison de ces coûts, on aurait pu s'attendre à ce que les entreprises s'opposent aux mesures de protection de l'environnement, surtout avec la récession mondiale des dernières années. Cependant, de récents sondages menés auprès de chefs d'entreprises et portant sur des mesures prises par les entreprises ici au Canada montrent un tout autre tableau.

Par exemple, les résultats d'un sondage international mené en 2011 auprès de 3000 dirigeants d'entreprise par le magazine *MIT Sloan Management Review* et le *Boston Consulting Group* révèlent que 70% des répondants ont affirmé qu'ils tenaient toujours compte de la durabilité dans leurs décisions d'affaires. La majorité des dirigeants ont déclaré que les questions environnementales comptaient à leurs yeux en raison de leur importance pour la compétitivité et de la réputation de leur entreprise sur le marché mondial. Le tiers d'entre eux ont indiqué que, depuis qu'ils avaient

ajouté la durabilité aux objectifs de leur entreprise, leur rentabilité globale avait augmenté.

Selon un rapport publié en 2010 par le Conseil canadien des chefs d'entreprise, les dirigeants d'entreprises canadiennes jugent que l'amélioration de l'efficacité énergétique a généralement un effet positif sur leurs résultats financiers.

Ces dernières années, un nombre croissant d'entreprises canadiennes ont adopté des politiques et des procédures écologiques. Il y a plus de vingt ans, la Banque Royale du Canada a été l'une des premières banques canadiennes à se doter d'une politique environnementale. Depuis, toutes les grandes banques canadiennes en ont adopté une et ont adhéré à diverses initiatives nationales et internationales.

Par exemple, elles ont mis en œuvre l'initiative *Carbon Disclosure Project* pour mesurer leur empreinte carbone; les Principes Équateur, qui proposent des lignes direc-

trices pour un financement responsable sur les plans environnemental et social; et l'initiative Finance du Programme des Nations unies pour l'environnement. Dans le secteur de l'assurance, des entreprises telles que The Co-operators ont adopté des politiques sur les changements climatiques en raison de l'augmentation des pertes liées à l'assurance que ces changements provoquent.

Continuer

Dans le secteur forestier, des associations telles que l'Association des produits forestiers du Canada se sont fixé des objectifs ambitieux pour augmenter la certification par des tiers en faveur de l'avancement de la foresterie durable.

Dans le secteur de l'alimentation au détail, les compagnies Loblaw et beaucoup d'autres entreprises offrent un éventail de plus en plus grand de fruits et de légumes produits de manière durable, tandis que Tim Hortons s'est fixé des cibles pour l'écologisation de ses activités, notamment des programmes de recyclage et la conception de bâtiments écologiques. Dans le secteur des pâtes et papiers, des sociétés telles que Cascades utilisent des fibres recyclées comme matières premières.

Ces mesures sont la preuve qu'au lieu de s'opposer à la protection environnementale, les entreprises — dont plusieurs grandes marques canadiennes — reconnaissent qu'il est sensé de gérer leurs affaires tout en tenant compte de l'environnement. Le défi qui nous attend consiste à mettre à profit l'avance que nous avons prise dans l'intégration de la question de l'environnement aux décisions d'affaires, et à continuer sur cette lancée.

Aujourd'hui, il est tout aussi important d'aller dans cette direction que ce l'était en 1992, surtout en raison des pressions qui continuent de s'exercer sur notre environnement et sur les écosystèmes, qui sont à la base non seulement de notre économie et de notre qualité de vie, mais aussi de notre avenir à tous.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Dominique Reny (adjointe au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair-Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Caroline Montpetit (affaires sociales), Brian Myles (justice), Louise-Maude Rioux Soucy et Amélie Daoust-Boisvert (santé) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durtisac (correspondants parlementaires à Québec), Guillaume Bourgault-Côté et Kathleen Lévesque (reporters) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et Isabelle Paré (reporters), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desrosiers, Éric Desrosiers et Alexandre Shields (reporters), Gérald Dallaire (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques), Emilie Folie-Boivin (pupitre) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andréanne Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Benoît Munger, Philippe Papineau et Laurence Clavel (pupitre internet), Marie-Pier Frappier et Geneviève Tremblay (communis internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; Karl Retimo-Parazelli et Sophie Lambert-Racine (commis à la rédaction) ; DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bibeau (Ottawa), Dave Noël (Québec) ; PUBLICITÉ : Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlene Côté, Stéphanie Desjard, Amel Elimam, Véronique Langlois, Simon Lanoie, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires) ; PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis ; INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique) ; PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Maxim-Olivier Leclerc (responsable par intérim service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion) ; ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

GRÈCE

SUITE DE LA PAGE 1

que son parti « ne pourrait pas appliquer la même politique ».

Le jeune leader de Syriza, Alexis Tsipras, qui vient de transformer en parti d'opposition ce qui était encore récemment une petite formation marginale d'extrême gauche, semblait encore plus réjouï que le gagnant. Il a aussitôt rejeté les appels à participer à une coalition. « Nous serons présents en tant qu'opposition, nous représentons la majorité du peuple contre le memorandum », dit-il. Fort de 71 députés, Syriza constituera un solide bloc d'opposition et une solution de rechange évidente en cas de nouvelles élections. Ses militants ont longuement manifesté leur joie hier dans les rues d'Athènes.

Le décompte des voix des partis opposés et des partis favorables aux mesures de rigueur révèle un pays coupé en deux. Le vote de Syriza est particulièrement élevé en Attique, la grande région d'Athènes, et chez les 18-34 ans. Nouvelle Démocratie recrute largement dans le Péloponnèse et le nord du pays ainsi que chez les 55 ans et plus.

L'autre surprise de ce scrutin tient dans la confirmation de l'entrée au Parlement de la formation néonazie Aube dorée. Hier, ses partisans célébraient dans les rues de la capitale. L'« accident » du 6 mai dernier n'en était donc pas un. Avec 7% du suffrage, Aube dorée est créditée de 18 sièges. Ce parti, qui n'hésite pas à reprendre les symboles nazis et qui s'en prend principalement aux immigrants, recrute dans les milieux populaires les plus frappés par la crise. A Aspropirgou, une banlieue industrielle d'Athènes, son score dépasse 15%.

Même s'il a toutes les chances de se retrouver au gouvernement, le Pasok n'est plus que l'ombre de lui-même. Ce parti qui a dirigé la Grèce pendant trois décennies après la dictature des colonels devrait obtenir 33 sièges. Son leader, Evangelos Venizelos, a dit souhaiter un gouvernement regroupant les principaux partis. « Conscient de son rôle », dit-il, il assure cependant qu'il ne laissera « en aucun cas le pays sans gouvernement ».

En cette soirée chaude, de nombreux Grecs ont suivi la soirée électorale sur les places publiques jusque tard en soirée. Là exactement où, la veille, ils avaient applaudi à la victoire des footballeurs grecs sur la Russie. La plupart ont réagi avec calme aux résultats. De nombreux analystes estimaient hier que le fort pourcentage de voix recueilli par Syriza pourrait donner des munitions au futur premier ministre Antonis Samaras afin de négocier de meilleures conditions avec la Troïka (FMI, Union européenne et Banque centrale européenne) et un report des échéances afin de tenir compte de la récession profonde dans laquelle la Grèce est plongée depuis quatre ans.

Ce résultat devrait calmer, du moins temporairement, les inquiétudes des marchés qui craignaient une paralysie pouvant provoquer une sortie précipitée de la Grèce de l'euro. La nouvelle a été accueillie avec satisfaction par les dirigeants européens, qui avaient récemment mis la population en garde contre le non-respect des mesures de rigueur déjà décidées. Dès hier soir, le ministre des Affaires étrangères allemand, Guido Westerwelle, a déclaré à la télévision que, sans faire « de modifications substantielles aux engagements », son pays serait prêt à en renégocier les échéances. Cette renégociation devrait s'ouvrir dès la formation du nouveau gouvernement.

La nouvelle de l'élection d'Antonis Samaras devrait aussi rassurer les dirigeants du G20 qui se réunissent ce matin au Mexique pour discuter de la crise des pays de la zone euro. Une crise qui est loin de se limiter à la Grèce.

Le Devoir

LOBBYISME

SUITE DE LA PAGE 1

semble, mais la question du lobbyisme apparaît comme une « patate chaude ».

Au Conseil du trésor, on insiste d'ailleurs pour préciser qu'il ne s'agit pas d'une directive, mais d'un manuel de référence auquel « personne n'est lié ». Et il n'est pas question de le rendre public puisque cela léverait le voile sur les « trucs » conseillés pour contrer la collusion et la corruption.

La ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, souligne d'ailleurs dans un message d'introduction faisant partie de l'extrait obtenu par *Le Devoir* que « ce coffre à outils vise à perfectionner les capacités des intervenants en gestion contractuelle afin qu'ils puissent prévenir et détecter les deux pratiques qui portent atteinte à l'intégrité des contrats publics: la collusion et la corruption ». M^{me} Courchesne souligne également que plusieurs pays ont pris des mesures au cours des dernières années pour répondre aux préoccupations éthiques de la population puisque « les sommes en jeu sont importantes et les risques de dérapage bien réels ». La mise en place de l'Unité permanente anticorruption fait partie de la réponse du gouvernement du Québec, rappelle-t-elle.

La Commission d'enquête sur la gestion et l'octroi des contrats publics dans l'industrie de la construction, communément appelée commission Charbonneau du nom de sa présidente France Charbonneau, a d'ailleurs abordé la question des processus d'octroi de contrats depuis le début de ses audiences publiques. Des témoins experts issus du Trésor ainsi que du ministère des Transports (MTQ) sont venus expliquer à la commission Charbonneau les façons de brasser des affaires au sein du gouvernement.

Difficile à appliquer

Malgré cela, les recommandations du Trésor traitant de lobbyisme semblent difficiles d'application. C'est notamment le cas au cabinet du premier ministre. « C'est utopique de penser que les élus, dans leurs activités publiques, ne rencontrent pas de lobbyistes. Ils ne peuvent pas toujours vérifier s'ils sont inscrits au registre », a expliqué l'attaché de presse de Jean Charest, Hugo D'Amours.

Au ministère des Finances, on précise que le document ne concerne qu'une poignée d'employés qui s'occupent des



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le ministère des Transports génère plus de trois milliards de dollars en contrats annuels.

marchés publics. Quant au lobbyisme, il ne serait abordé, selon le porte-parole Jacques Delorme, que « dans son sens large » ce qui ne viserait pas en priorité le ministère des Finances qui « n'est pas un gros donneur d'ouvrage ».

Cette même vision du lobbyisme est partagée dans les ministères de la Santé et des Services sociaux, de l'Emploi et de la Solidarité sociale ainsi qu'aux Ressources naturelles où l'on note que « ces bonnes pratiques n'ont pas force obligatoire ». Le document a été diffusé, mais aucun moyen n'a été pris pour s'assurer que les recommandations sont suivies. De plus, le lobbyisme est associé essentiellement à l'octroi de contrats. Or, les orientations gouvernementales, l'élaboration de politiques publiques et les choix budgétaires, fiscaux, législatifs et réglementaires sont également dans la mire des lobbyistes.

Au cabinet de Pierre Moreau dont le ministère (MTQ) génère à lui seul plus de trois milliards de dollars en contrats annuels, on se dit informé de la loi « et nous nous y conformons », a assuré l'attachée de presse Andrée-Lyne Hallé. Aucune précision n'est toutefois apportée quant à la vérification du registre.

Du côté administratif du MTQ, on explique que le ministère se penche à l'heure actuelle sur la création d'une directive particulière dans la foulée du « Coffre à outils ». Un projet pilote a été mis en place afin de répertorier l'ensemble des communications d'influence dans le ministère. Il s'agit de savoir qui a été rencontré, quand, où et pourquoi. Le lobbyisme des firmes de génie-conseil pourrait ainsi être documenté bien que ces der-

nières estiment que leur travail est de nature professionnelle et technique.

Au Développement économique, « le ministère est à mettre en place toutes les règles susceptibles de favoriser la mise en application de l'ensemble des modalités d'action proposées dans le Coffre à outils », explique le porte-parole Jean-Pierre D'Auteuil.

Du côté de l'Environnement, le porte-parole Hélène Simard indique qu'« il y a ici une consigne très claire pour ce qui est du lobbyisme: on ne parle pas avec des firmes qui ne sont pas inscrites au registre ». En novembre dernier, une formation particulière a été donnée aux secrétaires des comités de sélection; d'autres ministères y ont dépêché du personnel.

Les comités de sélection constituent l'instance qui tranche en faveur de telle ou telle entreprise et rejette les autres soumissionnaires dans le processus d'octroi de contrats. La formation des comités de sélection a été abordée par la commission Charbonneau la semaine dernière alors que l'on apprendait que les firmes de génie-conseil et les cabinets d'architectes demandent systématiquement le nom des membres des comités de sélection. La situation inquiète le conseiller au Conseil du trésor, Michel Dumont, qui voit une tentation pour les firmes d'offrir de « petits cadeaux » aux membres des comités de sélection.

Dans son « Coffre à outils », le Trésor recommande de « refuser de traiter avec un lobbyiste qui contrevient à la Loi ou au Code de déontologie des lobbyistes et, le cas échéant, en aviser le Commissaire au lobbyisme ».

Le Devoir

MULCAIR

SUITE DE LA PAGE 1

Le sondage a été mené entre mardi et jeudi dernier, alors que le Parlement fédéral se penchait sur l'éléphantique projet de loi C-38 et que l'opposition menait la charge d'un vote-marathon pour tenter de faire adopter des amendements. « Le sondage nous dit que les Québécois apprécient la gestion de ce dossier par M. Mulcair, dit M. Bourque. L'effet Mulcair demeure très présent: le NPD avait pris 20 points au Québec au lendemain de son élection, et il continue à faire des gains depuis. » C'est vrai au Québec, mais aussi ailleurs au Canada, où différents sondages placent désormais le NPD et les conservateurs à égalité statistique.

Christian Bourque fait remarquer que tant les libéraux que les conservateurs se retrouvent pratiquement au même niveau que lors des élections de l'an dernier (ils avaient obtenu 14% et 16%). Le taux d'insatisfaction à l'égard du gouvernement Harper demeure d'ailleurs très élevé (71%).

C'est donc pratiquement seulement au détriment du Bloc québécois (23% en 2011) que le NPD progresse dans les intentions de vote. « Pendant la course à la chefferie du NPD, le Bloc avait remonté dans les sondages, mais ce n'était qu'à cause du vide politique créé par la mort de Jack Layton. On le sentait alors, mais c'est évident depuis l'arrivée de M. Mulcair. »

De façon globale, M. Bourque pense que « les Québécois aiment concentrer leurs efforts de surveillance du gouvernement fédéral. Pendant des années, c'était par le Bloc. Maintenant, c'est le NPD qui profite » du tir groupé, dit-il. C'est là aussi une illustration probable du déplacement de l'axe souverainiste-fédéraliste vers l'axe gauche-droite dans le débat politique québécois.

Mené en ligne du 12 au 14 juin auprès de 1000 personnes, le coup de sonde présenterait une marge d'erreur de 3,1%, dans 19 cas sur 20, si l'échantillon était « probabiliste ». Les sondages menés par Internet ne sont pas considérés comme étant probabilistes, contrairement aux sondages menés autrefois par téléphone (procédé de plus en plus rarement utilisé).

Léger Marketing considère toutefois que les sondages en ligne sont désormais aussi précis (les répondants sont sélectionnés aléatoirement à partir d'un panel Internet de plus de 400 000 ménages canadiens), ce qui lui permet d'accorder une marge d'erreur théorique (ce que d'autres firmes ne font pas).

Le Devoir

Le NPD en tête au Québec

Si des élections fédérales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti auriez-vous l'intention de voter?

	Avant répartition des Indécis	Ensemble du Québec
Nouveau Parti démocratique	46%	52%
Bloc québécois	16%	18%
Parti conservateur	13%	14%
Parti libéral du Canada	12%	13%
Parti vert du Canada	2%	3%

Le taux d'insatisfaction des Québécois à l'égard du gouvernement de Stephen Harper est de **71%**.

Étude Léger Marketing réalisée du 12 au 14 juin 2012 par Internet auprès de 1000 personnes de plus de 18 ans, réparties dans toutes les régions du Québec. L'étude complète peut être consultée sur ledevoir.com

Le Devoir

LAPARÉ

SUITE DE LA PAGE 1

pose tout le film. Ce second métier, Louise Laparé y est venue par accident. Une belle histoire qu'elle a bien voulu partager avec *Le Devoir*.

L'aventure commence vers 1993. Louise Laparé participe alors à un téléroman de Guy Fournier, *Ent'Cadieux*. Au sein de la distribution, plusieurs enfants et préadolescents. « En télévision, le rythme de travail est effréné, explique Louise Laparé. Apprendre le texte, livrer certaines émotions sur demande: les plus jeunes vivaient un stress. Sans que je sache pourquoi, ils se sont mis à venir me voir avec leurs angoisses et leurs appréhensions. Spontanément, j'ai pris sur moi de les aider. »

Ces aptitudes insoupçonnées ne passent pas inaperçues et, rapidement, Louise Laparé se taille une réputation enviable. Sur les films *Familia*, *Aurore*, *Le Ring*, *Maman est chez le coiffeur* et *Frisson des collines*, notamment, elle effectue le travail préparatoire avec les jeunes vedettes dont on attend beaucoup.

Le goût d'apprendre

Louise Laparé se trouve certes à l'aise en compagnie des jeunes, mais il y a plus, à commencer par un intérêt pour l'apprentissage. « J'ai toujours été fascinée par les mécanismes du jeu. J'aime observer mes partenaires et décortiquer leurs performances. » Cela se traduit pour l'actrice par une approche très méthodique de l'interprétation. « J'ai développé mon propre système. Chaque scène devient une fiche. Comme on tourne habituellement dans le désordre chrono-

gique, je consulte ma fiche et je sais à quelle intensité émotionnelle se situe mon personnage à ce moment précis et dans quel contexte plus large s'inscrit la scène. »

Cette technique, elle l'utilise aussi avec les enfants acteurs. « On passe le scénario en revue en isolant les intentions, l'émotion recherchée, son intensité, etc. Ça peut prendre une bonne vingtaine d'heures. Ensuite, je leur propose des exercices qui ne sont en apparence pas reliés au scénario, mais qui leur permettent de puiser en eux les outils dont ils auront besoin pour leurs scènes. J'essaie de garder le processus très ludique. »

Louise Laparé en cinq dates

1975: Elle décroche le rôle de Lucie Germain dans *La Petite Patrie*.

1980: Elle est Jeanne Plouffe pour Gilles Carle dans *Les Plouffe*, rôle qu'elle reprend l'année suivante pour Denys Arcand dans *Le crime d'Ovide Plouffe*.

2006: Elle prépare une quarantaine de non-acteurs rwandais pour leurs rôles respectifs dans *Un dimanche à Kigali*, de Robert Favreau.

2007: Elle « coache » le jeune Maxime Desjardins-Tremblay pour son rôle exigeant dans *Le ring*, d'Anaïs Barbeau-Lavalette. La performance du tout jeune acteur sera louangée.

2011: De retour chez son ami André Forcier, elle campe dans *Coteau rouge* une grand-mère porteuse et donne la réplique à son conjoint à la ville, Gaston Lepage.

Et les cinéastes, comment réagissent-ils à cette présence en coulisses? « Très bien. Je suis là pour faire le pont entre eux et leurs jeunes interprètes. Je me vois comme une facilitatrice. Cette position-là doit être dénuée d'ego », soutient Louise Laparé.

Familiarisé avec la direction d'enfants

Certains cinéastes tiennent à s'impliquer dès le départ, c'est-à-dire avant que l'enfant se retrouve devant leur objectif. Jean-Pierre Jeunet est de ceux-là. « C'est rare que les réalisateurs prennent le temps de procéder à la lecture et à la déconstruction du scénario avec le jeune acteur et moi. Et c'est normal: leur attention est réclamée ailleurs. » Vrai que la préproduction est une étape fort exigeante.

Ironiquement, Jean-Pierre Jeunet ne comptait pas retenir les services d'un coach pour Kyle Catlett, le garçon de 12 ans qui sera de pratiquement toutes les scènes de *The Young and Prodigious Spivet*. Délicatessen et surtout *La cité des enfants perdus* l'ont du reste familiarisé avec la direction d'enfants. Or, deux sources différentes ayant louangé le travail de Louise Laparé, Jean-Pierre Jeunet décida de la contacter. « Le courant est immédiatement passé entre nous. Il m'a expliqué ce qu'il désirait accomplir, je lui ai en retour expliqué ma façon d'opérer. Il a voulu être présent lors de mes rencontres avec Kyle, même si ça représentait un surcroît de travail pour lui. C'est formidable, parce que ce temps investi en amont en sauvera en aval, une relation de confiance étant d'ores et déjà établie entre eux. »

The Young and Prodigious Spivet mettant en vedette des pointures comme Helena Bonham Carter (*Howards End*, *Harry Potter*) et Kathy Bates (*Misery*), la pression exercée sur le comédien dé-

butant sera forcément très forte même si tous s'emploieront à rendre l'expérience plaisante. « On leur en demande énormément. Ils ont des tuteurs sur le plateau et ils poursuivent leurs études en plus du travail. D'un autre côté, durant ces quelques semaines ou mois, ils deviennent le centre de l'univers. Ils se font dire en permanence qu'ils sont extraordinaires par l'équipe. Et ils le sont. »

Louise Laparé se montre particulièrement soucieuse de cet aspect. « L'une de mes seules exigences est de rencontrer les parents afin de leur expliquer ce que leurs enfants s'apprennent à vivre, mais surtout afin de les préparer à les soutenir ensuite, car l'après-tournage laisse un grand vide. Il y a un deuil à faire. C'est difficile pour les adultes, imaginez pour les enfants. » La plupart de ceux qu'elle a contribué à former poursuivent dans le domaine et gardent contact avec elle.

« Le soir de la première, je veux que les jeunes puissent se dire "J'ai tout donné". Je veux qu'ils soient fiers d'eux. De les voir prendre leur envol, ça me donne des ailes. » Louise Laparé œuvre ainsi devant et derrière les caméras. Jean-Pierre Jeunet aurait bien voulu l'y garder pour les trois mois que durera le tournage de *The Young and Prodigious Spivet*, mais la comédienne pas carriériste pour deux sous avait d'autres engagements. En juillet débiteront en effet les répétitions de la pièce *À ce moment-là*, présentée cet automne à La Licorne et dans laquelle Louise Laparé joue... la mère. Sur les planches, ce sera à son tour de s'envoler.

Collaborateur
Le Devoir

Une version longue de ce texte est publiée sur ledevoir.com

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390